COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

ASSEMBLEE COMMUNAUTAIRE SAINT-PRIEST-LA-MARCHE

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 18 JUIN 2020

Table des matières

1 RAPPEL DU CONTEXTE 3
1.1 L'ORDONNANCE NO 2020-391 DU 1ER AVRIL 2020 SUSVISEE MODIFIE LES REGLES DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE : 4
1.2 DISPOSITIONS FINANCIERES INTRODUITES PAR L'ORDONNANCE 2020-330 DU 25 MARS 2020 PRECITEE. 6
2 APPROBATION DU COMPTE RENDU DU 26 FEVRIER 2020 7
3 Maintien/modification de la délégation accordée au Président par l'ordonnance no 2020-391 du 1er avril 2020. 7
4 Compte rendu des décisions prises dans le cadre de délégations ou pendant la période de confinement 8
4.1 AVENANT OPAH 8
4.2 SPANC 8
4.3 SUBVENTION MAISON ECOLE DU GRAND MEAULNES 9
4.4 RECRUTEMENT SAISONNIER - CONTRAT D'ENGAGEMENT EDUCATIF 10
4.5 AIDE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – FONDS RENAISSANCE 10
4.5.1 Le fonds renaissance 10
4.5.2 Modification du règlement d'aide aux TPE 11
5 Cession de l'ancienne usine Doux- Le Châtelet 12
6 VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUIVANT LE RAPPORT BUDGETAIRE JOINT. 12
7 Informations 13

L'an deux mille vingt, le dix-huit juin, le Conseil Communautaire dûment convoqué le 5 juin 2020, s'est réuni en session ordinaire à St Priest la Marche sous la présidence de Monsieur Jean-Luc BRAHITI.

Etaient présents :
Délégués titulaires : M./Mmes AMIZET Philippe (Epineuil le Fleuriel), AUPETIT Fabrice (Beddes), BARRET Patrice (Le Châtelet), BERÇON Guy (Saint-Vitte), BEURDIN Béatrice (St Georges de Poisieux), BISSON Patrick (Ineuil), BOUCHERAT Christelle (Vesdun), BRAHITI Jean-Luc (Saint-Jeanvrin), **Président**, CAIA Gilbert (Châteaumeillant), CAORS Jean-Louis (Arcomps), CARDONEL Gérard (Saulzais le Potier), **vice-président**, CASSONNET Christiane (Le Châtelet), CLUZEL BURON Catherine (Châteaumeillant), DAUMARD Florence (Châteaumeillant), DESABRES Claude (Châteaumeillant), DESAGES Isabelle (Châteaumeillant), DUBREUIL Dominique (Morlac), DUMONT Michel (Châteaumeillant), DUPLAIX Pascal (Loye sur Arnon), DUPLESSI Jean-Paul (Maisonnais), DURAND Gérard (Saint-Saturnin), DURANT Frédéric (Châteaumeillant), FOURDRAINE Martine (Ids-Saint-Roch), **vice-présidente,** GASPAROUX André (Préveranges), GIRAUD Jean (Saint-Priest-la-Marche), HERAULT Gilles (Ardenais), LERUDE Florence (Sidiailles), LEVACHER Fabienne (Rezay), MORIER Jean-Marie (Faverdines), NAULEAU Nicolas (Culan), **vice-président**, PERROT Bernadette (Le Châtelet), PIGOIS Fabrice (Préveranges), POINTEREAU Gilles (Vesdun), ROSSI Jacques (La Perche), ROUX Joachim (Culan), SARTIN Marie (Ainay-le-Vieil), SCHNURER Claude (St Pierre les Bois), VILLERS Sébastien (Reigny), **vice-président.**
Délégué(e)s suppléant(e)s : M./Mmes FERRY Anne-Marie (La Celette), OMER Nathalie (St Maur),
Absents excusés : M./Mmes CHATEAU Philippe (La Celette), DETARET Daniel (Saint-Hilaire en Lignières), LUREAU Jean-François (Le Châtelet), MUNOZ Pascal (Saint-Christophe-le -Chaudry), PERROT Francis (Saint-Hilaire en Lignières),
Absents : M./Mmes BROSSAT Marilyn (Touchay), COURZADET Patrick (Saint-Maur),
Assistait également M. FOURRE Daniel, **vice-président**.
M. Détaret a donné pouvoir à Mme Perrot Bernadette
M. Perrot Francis a donné pouvoir à Mme Fourdraine
M. Giraud a été élu secrétaire.

Le maire de la commune prononce quelques mots d'accueil.
Le président le remercie pour ces mots et il souhaite la bienvenue particulièrement aux nouveaux élus. Il rappelle le contexte particulier et douloureux dans lequel ce déroule cette première réunion depuis la date du dernier conseil le 26 février. Avec près de 30 000 morts en France et presque ½ million dans le monde, nos contemporains payent un lourd tribut à cette pandémie. Le marasme économique qui s'annonce augure de difficultés supplémentaires auxquelles il faudra faire face.

Il passe ensuite à l'ordre du jour et ouvre la séance.

1 RAPPEL DU CONTEXTE

La tenue de ce conseil communautaire pour, notamment la présentation et le vote des budgets principal et annexes de la communauté de communes Berry Grand Sud, intervient dans un contexte très particulier lié à la crise sanitaire vécue par le pays depuis ce début d'année 2020 et particulièrement depuis la déclaration d'urgence sanitaire avec la **LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** puis les ordonnances **n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19** et

n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

Par ailleurs la configuration du conseil communautaire présentement réuni compte tenu de la tenue du second tour des élections municipales pour 5 communes de la communauté de communes sur 32 le 28 juin prochain, rassemble des élus issus pour ces 5 communes des conseils élus en 2014 et pour les 27 autres communes des élus issus des élections validées en 2020.

Les circonstances particulières évoquées précédemment ont amené le gouvernement a modifié de façon substantielle les règles de fonctionnement et d'administration de nos collectivités.

Il convient de rappeler les règles en vigueur applicables lors de cette séance.

1.1 L'ORDONNANCE NO 2020-391 DU 1ER AVRIL 2020 SUSVISEE MODIFIE LES REGLES DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE :

Ainsi dorénavant, le président de l'établissement public de coopération intercommunale exerce, par délégation[1], **l'ensemble des attributions de l'organe délibérant** à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Ces pouvoirs sont néanmoins soumis aux conditions suivantes :

- Le président de l'établissement public de coopération intercommunale informe sans délai et par tout moyen les conseillers communautaires des décisions prises sur le fondement de cette ordonnance.
- Il en rend compte également à la prochaine réunion de l'organe délibérant.
- L'organe délibérant[2], peut à tout moment décider, par délibération, de mettre un terme en tout ou partie à cette délégation ou de la modifier.
- Cette question est portée à l'ordre du jour de la première réunion de l'organe délibérant qui suit l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.
- Si l'organe délibérant décide de mettre un terme à tout ou partie de la délégation, il peut réformer les décisions prises par le président sur le fondement de celle-ci.

[1] Les délégations en matière d'emprunt sont régies par l'article 6 de l'ordonnance du 25 mars 2020.

[2] réuni le cas échéant dans les conditions prévues par la présente ordonnance,

- Les décisions prises en application du premier alinéa peuvent être signées par un vice-président ou un membre du bureau agissant par délégation du président dans les conditions fixées à l'article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales. Ces décisions peuvent également être signées par le directeur général des services, ayant reçu délégation de signature dans les conditions fixées à l'article L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales.
- Les actes sont soumis aux dispositions de l'article L. 5211-3 du code général des collectivités territoriales (contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes).

L'ordonnance fixe également des nouvelles règles en matière de quorum, de représentativité et de réunion :

1. Pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire les organes délibérants des établissements publics et les bureaux des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ne délibèrent valablement que lorsque **le tiers de leurs membres en exercice est présent ou représenté**. (Article 2)
2. Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, l'organe délibérant, ou le bureau est à nouveau convoqué à **trois jours** au moins d'intervalle. Il délibère alors sans condition de quorum. (Article 2)
3. Dans tous les cas, un membre de ces organes, commissions ou bureaux peut être porteur de **deux pouvoirs**. (Article 2)
4. L'organe délibérant des collectivités territoriales et de leurs groupements est réuni à la demande du **cinquième de ses membres**, sur un **ordre du jour déterminé**, pour une durée qui ne peut excéder une journée. Il doit alors être réuni dans un **délai maximal de six jours**. (Article 3)
5. Un même membre de l'organe délibérant ne peut présenter plus d'une demande de réunion par période de deux mois d'application de l'état d'urgence sanitaire. (Article 3)
6. L'obligation trimestrielle de réunion de l'organe délibérant des collectivités territoriales et des EPCI n'est plus applicable. (Article 3)
7. Le président de l'organe délibérant peut décider que les commissions ne sont pas saisies des affaires qui leur sont, habituellement ou légalement, préalablement soumises. Le président de l'organe délibérant fait part sans délai de cette décision aux commissions concernées, leur communique par tout moyen les éléments d'information relatifs aux affaires sur lesquelles ils n'ont pu être consultés et les informe des décisions prises. (Article 4)
8. Le président peut décider que la réunion de l'organe délibérant se tient par visioconférence ou à défaut audioconférence. Les convocations à la première réunion de l'organe délibérant à distance, précisant les modalités techniques de celles-ci, sont transmises par le président par tout moyen. Le président rend compte des diligences effectuées par ses soins lors de cette première réunion. Sont déterminées par délibération au cours de cette première réunion :
    - les modalités d'identification des participants, d'enregistrement et de conservation des débats ;
    - les modalités de scrutin. (Article 6)
9. Les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le président reporte ce point de l'ordre du jour à une séance ultérieure. Cette séance ne peut se tenir par voie dématérialisée. (Article 6)
10. Le scrutin public peut être organisé soit par appel nominal, soit par scrutin électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Le président proclame le résultat du vote, qui est reproduit au procès-verbal avec le nom des votants. (Article 6)

11. A chaque réunion de l'organe délibérant à distance, il **en est fait mention sur la convocation**. (Article 6)
12. Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres dans le lieu de réunion mais également de ceux présents à distance. (Article 6)
13. Le caractère public de la réunion de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est réputé satisfait lorsque les débats sont accessibles en direct au public de manière électronique. (Article 6)
14. Les dispositions 8 à 13 sont applicables aux bureaux des établissements publics de coopération intercommunale. (Article 6)
15. Par dérogation est réputée régulière la transmission d'actes au représentant de l'Etat effectuée depuis une adresse électronique dédiée vers une autre adresse électronique, également dédiée, permettant d'accuser réception de cette transmission par cette même voie. L'envoi électronique comprend les informations suivantes : 1° L'objet et la date de l'acte ; 2° Le nom de la collectivité émettrice ; 3° Les nom, prénom, adresse électronique et numéro de téléphone de la personne en charge du suivi de l'acte. Chaque envoi électronique ne peut contenir qu'un seul acte. L'accusé de réception électronique comporte les mentions suivantes : 1° La date de réception de l'envoi électronique ; 2° La désignation de la préfecture réceptrice. (Article 7)
16. Par dérogation la publication des actes à caractère réglementaire peut être valablement assurée sous la seule forme électronique, sur le site internet de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, dans leur intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement. (Article 7).

1.2 DISPOSITIONS FINANCIERES INTRODUITES PAR L'ORDONNANCE 2020-330 DU 25 MARS 2020 PRECITEE.

- le **budget 2020** peut être adopté jusqu'au **31 juillet 2020**. La date limite de communication à l'organe délibérant des informations indispensables à l'établissement du budget est fixée au 15 juillet 2020.
- L'ordonnance a suspendu, pour 2020, deux limites posées par le CGCT concernant les crédits provisoires (c'est-à-dire préalablement au vote du budget primitif).
  - ✓ Ainsi, les **dépenses d'investissement** (hors annuité de la dette) peuvent être engagées, liquidées et mandatées par l'exécutif :
    - **Sans autorisation préalable de l'organe délibérant** ;
    - Et **dans la limite des crédits ouverts au budget 2019** (et non du quart de ces mêmes crédits).
  - ✓ En matière d'annuité de la **dette** : les dépenses **doivent correspondre** aux **échéances dues** avant l'adoption du budget ;
  - **En section de fonctionnement** les **dépenses** peuvent être engagées **dans la limite des crédits inscrits au budget 2019** (sans autorisation de l'organe délibérant), jusqu'à l'adoption du budget 2020.
  - Pour l'exercice 2020, l'exécutif local a la possibilité, sans autorisation de l'organe délibérant, de **procéder à des virements de chapitre à chapitre dans la limite de 15% du montant des dépenses réelles de chaque section** et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.
  - Pour l'exercice 2020, le **plafond** en matière de **dépenses imprévues** sera porté à **15%** des dépenses prévisionnelles de chaque section et ces dépenses, en section d'investissement,

pourront être financées par l'emprunt. Pour mettre en œuvre ces enveloppes de dépenses imprévues, une étape budgétaire est nécessaire (budget primitif, budget supplémentaire ou décision modificative). Le crédit de ces enveloppes est ensuite employé par l'exécutif pour faire face aux dépenses en vue desquelles aucune dotation n'est inscrite au budget.

- Pour l'exercice 2020, plusieurs dates limites d'adoption de délibérations en matière de fiscalité locale sont décalées :
  - ✓ La date limite de vote des taux et tarifs est reportée au 3 juillet 2020[3], au lieu du 15 ou 30 avril, pour les impôts suivants :
    - o les taxes foncières ;
    - o la cotisation foncière des entreprises ;
    - o la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (y compris le montant fixé pour la part incitative) ;
    - o la taxe GEMAPI ;
    - o tous les autres impôts ou taxes soumis au délai mentionné par l'article 1639 A du code général des impôts.

2 APPROBATION DU COMPTE RENDU DU 26 FEVRIER 2020

L'assemblée approuve, à raison de 8 abstentions (M./Mmes CAIA Gilbert, CASSONNET Christiane, CLUZEL-BURON Catherine, DAUMARD Florence, DESAGES Isabelle, DUMONT Michel, DURANT Frédéric, et LERUDE Florence) le compte rendu de la précédente réunion.

3 MAINTIEN/MODIFICATION DE LA DELEGATION ACCORDEE AU PRESIDENT PAR L'ORDONNANCE NO 2020-391 DU 1ER AVRIL 2020.

Comme évoqué en préambule, l'ordonnance susvisée a accordé aux présidents des exécutifs des EPCI des délégations très étendues à l'exception de certaines rappelées dans le préambule de ce rapport.

Ces pouvoirs ont été soumis à certaines conditions dont celle de porter la question de valider ou non cette disposition par l'assemblée délibérante lors de la première réunion de l'organe délibérant qui suit l'entrée en vigueur de l'ordonnance 2020-391.

Conformément à l'ordonnance 2020-391, le conseil communautaire maintient les délégations attribuées aux exécutifs des EPCI.

Comme stipulé dans l'ordonnance susvisée, le président de l'établissement public de coopération intercommunale a informé sans délai les conseillers communautaires des décisions qui ont été prises sur le fondement de cette ordonnance.

[3] A défaut de délibérations adoptées dans les délais fixés par l'ordonnance, les décisions de l'année précédente continueront de s'appliquer.

Conformément à cette ordonnance il est tenu d'en rendre compte également lors de la plus proche réunion de l'organe délibérant. Le conseil communautaire ayant décidé de maintenir ces délégations, l'objet du point suivant est d'en rendre compte.

4 COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES DANS LE CADRE DE DELEGATIONS OU PENDANT LA PERIODE DE CONFINEMENT

Le conseil communautaire valide à l'unanimité les décisions énumérées ci-dessous prises dans le cadre des délégations exceptionnelles pendant la période de crise sanitaire.

4.1 AVENANT OPAH

Dans le cadre de l'opération OPAH inscrit dans le programme expérimental de revitalisation centre bourg de Châteaumeillant, par délibération du 27 juin 2017 n°2017 06 47, le conseil communautaire autorisait le Président à signer une convention et inscrire des crédits pour financer les dossiers et participer aux frais de fonctionnement de l'animation.

Cette délibération initiale ne fait pas référence à la possibilité pour le président de signer des avenants. En 2018 le conseil communautaire a délibéré pour approuver l'avenant n°1 permettant d'intégrer la mise en place du PIG départemental dans cette opération.

Dans le cadre de la mise en place d'une Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à l'échelle du Pays Berry Saint-Amandois, un second avenant est nécessaire pour notamment définir la date de démarrage de cette opération et qui est prévue le 1er juin 2020, ayant pour conséquence de fait de mettre fin le 31 mai 2020 à la convention d'Opération de revitalisation de centre bourg et de développement du territoire (valant OPAH) de CHÂTEAUMEILLANT.

Suite à l'avis favorable de l'échelon régional de l'Anah sur ce projet d'avenant à la convention d'AMI centre-bourg, le Président a signé cet avenant n°2 préalable à la mise en place de l'OPAH du Pays Berry Saint Amandois.

Voir annexe 1

4.2 SPANC

La Communauté de communes a parmi ses compétences, le service public d'assainissement non collectif (SPANC) consistant au contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif (Créations, réhabilitations, diagnostics…).

La CdC fait appel à un prestataire pour ce service, SOLIHA.

En date du 17 février 2020, nous avons reçu un courrier de SOLIHA nous informant de l'interruption de leur service en matière d'assainissement non collectif, **au 1er juillet 2020**.

La période de confinement n'a pas été propice à la recherche d'une solution alternative (mise en place d'un service en régie, adhésion à un syndicat, lancement d'un appel d'offre pour confier la prestation sur plusieurs années…) et la recherche s'est portée vers un prestataire pouvant assurer jusqu'à la fin de l'année le service en remplacement de SOLIHA.

Considérant que la CDC n'a pas les moyens humains et techniques pour assurer en régie le bon fonctionnement de ce service, dans un premier temps,

Considérant le délai trop court pour lancer une consultation d'ici le 1er juillet dans une perspective d'un marché pluriannuel.

Le conseil communautaire est donc informé que le Président a signé cette convention de mission confiée à Véolia (cf. annexe 2) pour une courte durée dans l'attente d'une décision politique sur le long terme : Adhésion à un syndicat, recrutement ou contractualisation pluriannuelle avec un prestataire via une consultation…

Chaque mairie a reçu les nouveaux imprimés à remplir.

4.3 SUBVENTION MAISON ECOLE DU GRAND MEAULNES

Depuis 2018, la Communauté de communes Berry Grand Sud est un partenaire de la Maison Ecole du Grand Meaulnes, notamment avec la mutualisation de Mme Touzet qui a exercé des missions de promotions touristiques au sein de l'Office de tourisme Berry Grand Sud.

En date du 26 février 2020, le conseil communautaire a décidé de prolonger la convention nous liant à la Maison Ecole du Grand Meaulnes (Délibération 2020 02 28), association loi 1901 gérant le musée école Alain-Fournier pour un montant de 2 280 €.

Cette délibération précisait également qu'une subvention complémentaire serait proposée après le renouvellement des élus et lors du vote du budget 2020.

Cette délibération rappelait également dans ces éléments de contexte que la demande de l'association s'élevait à 7 000 € au total et qu'il était prévu un financement à même hauteur par la commune d'Épineuil.

La commune d'Épineuil a délibéré favorablement le 14 mai 2020.

Considérant la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de la covid-19, et notamment son article 11,

Considérant l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19,

Vu l'Ordonnance no 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Conformément à l'article 1er de l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 susvisée, le Président exerce par délégation, les attributions mentionnées aux 1°, 2° et du 4° au 29° de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et peut procéder à l'attribution des subventions aux associations.

Le versement de la subvention d'un montant de 4 720 € a été effectué conformément à l'avis du bureau communautaire et à la teneur des débats ainsi qu'au vu de la délibération 2020 02 08 susvisée, au profit de l'association de la Maison Ecole du Grand Meaulnes.

4.4 RECRUTEMENT SAISONNIER - CONTRAT D'ENGAGEMENT EDUCATIF

Le Contrat d'Engagement Educatif (CEE) est un dispositif visant des recrutements particuliers, principalement les personnes exerçant des fonctions d'animation et d'encadrement dans des centres d'accueil collectif de mineurs.

Il s'agit d'un contrat particulier puisqu'il déroge sur certains points au droit du travail, notamment sur le temps de travail, le repos et la rémunération.

Compte tenu des besoins en personnel pour les centres de loisirs et des avantages notamment financiers, le service a été autorisé à proposer ce type de contrat aux animateurs saisonniers.

4.5 AIDE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – FONDS RENAISSANCE

4.5.1 LE FONDS RENAISSANCE

Face à la situation sanitaire exceptionnelle, la communauté de communes Berry Grand Sud se devait d'être réactive et nous avons informé le Président du Conseil Régional Centre Val de Loire de notre volonté de participer au côté de la Région au soutien de la vie économique locale.

Le projet du fonds d'intervention « Fonds Renaissance » a été coconstruit entre les intercommunalités et le Conseil Régional Centre Val de Loire puisque les communautés de communes et le Conseil Régional Centre Val de Loire sont pleinement compétents pour aider directement les entreprises particulièrement dans ce contexte difficile.

Cette aide :

- Est une avance remboursable sans intérêts ni garanties
- Se situe entre 5 000 € et 20 000 € avec un remboursement semestriel sur 3 ans avec un différé d'un an
- Soutient les investissements d'équipement nécessaires à la sécurisation des salariés, les investissements visant à limiter l'impact économique du COVID 19 et le besoin en trésorerie, constitué pour assurer des dépenses essentielles au maintien et au redémarrage de l'activité
- Est engagée par un comité d'engagement créé sur une base départementale, présidé par le Vice-Président en charge du développement économique de la Région Centre-Val de Loire ou son représentant.
- Par ailleurs, la contribution financière des intercommunalités partenaires est mobilisée exclusivement pour l'attribution d'aides au bénéfice des acteurs de leur territoire.

Dans le cadre de ce Fonds Renaissance chaque demande émanant d'une entreprise de notre territoire, sera soutenue à hauteur d'un tiers par contributeur : soit un euro de la Région, un euro de la Banque des Territoire et un euro de la CDC.

Cette répartition sera effective jusqu'à épuisement de la contribution de la CDC. Ensuite, ce sera le reste des enveloppes de la Région et de la Banque des Territoires qui seront utilisés.

Notre contribution est ainsi multipliée par trois au bénéfice de nos entreprises. Ce sont donc 3 x 50 000 € plus 25 000 € (au titre des aides aux TPE) soit 175 000 € qui peuvent être affectés dans un premier temps au soutien de notre économie locale.

Conformément aux pouvoirs délégués au Président en cette période de crise sanitaire,

- Ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19,
- Ordonnance no 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Une convention (cf. annexe 3) relative à la contribution financière de la Communauté de communes Berry Grand Sud à hauteur de 50 000 € pour participer au Fonds Renaissance mis en place par le Conseil Régional Centre Val de Loire pour venir en aide aux entreprises impactée par la crise sanitaire liée au Covid19, a été envoyée au Président de la Région Centre Val de Loire pour signature.

Les membres du conseil communautaire ont été destinataires des éléments relatifs à cette convention et à la participation du conseil communautaire à hauteur de 50 000 €. Le conseil communautaire valide, à l'unanimité, cette décision.

4.5.2 MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'AIDE AUX TPE

Enfin, il est apparu nécessaire de compléter le cadre d'intervention des aides aux TPE pour permettre aux intercommunalités de financer les besoins en trésorerie des entreprises en dessous de 5 000 €.

Par délibération N°2018 12 80 le conseil communautaire a approuvé un règlement d'aide pour les Très Petites Entreprises permettant l'attribution de subventions inférieures à 5 000 € selon des modalités définies dans le règlement et par délégation du Conseil Régional Centre Val de Loire seul habilité à accorder des aides directes aux entreprises.

Suite à une négociation avec le Conseil Régional Centre Val de Loire il a été décidé de permettre de faire évoluer ce règlement afin d'attribuer des Aides exceptionnelles pour les besoins en trésorerie des entreprises impactées par la crise sanitaire.

Il est donc proposé de valider le Cadre d'intervention de la communauté de communes Berry Grand Sud pour des aides exceptionnelles pour les besoins en trésorerie des entreprises dans le cadre d'un règlement annexe au cadre de l'aide en faveur des TPE (cf. annexe 4).

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) N° 1407/2013 de la commission du 18/12/13 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides « de minimis ».

L'objectif poursuivi par la mise en place de ce dispositif est de favoriser le maintien de l'activité sur le territoire en accompagnant les entreprises ayant subi un arrêté de fermeture administrative liée au COVID-19. Cette aide est ouverte du 1er juillet au 31 décembre 2020 pour les entreprises artisanales inscrites au Répertoire des Métiers et les entreprises de commerce ou prestataires de services, inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés ; ayant leur siège social sur le territoire de la Communauté de Communes Berry Grand Sud ; réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1 M€ HT ;employant moins de 11 salariés ; ayant subi une fermeture administrative liée au COVID-19 pour la totalité de son activité.

Sont éligibles les besoins en trésorerie, constituée pour assurer des dépenses essentielles au maintien et au redémarrage de l'activité (reconstitution d'un stock, approvisionnement de proximité en matière premières/consommables…).

La subvention sera de 80 % des besoins en trésorerie sans pouvoir être inférieure à 500 € ni supérieure à 1 500 €.

Le conseil communautaire approuve à l'unanimité la modification du règlement d'attribution d'aides au TPE, afin d'attribuer des aides exceptionnelles pour les besoins en trésorerie des entreprises impactées par la crise sanitaire et d'affecter 25 000 € au titre du budget 2020.

5 CESSION DE L'ANCIENNE USINE DOUX- LE CHATELET

Nous avons été sollicités par un jeune entrepreneur du bassin d'emploi à la recherche d'un vaste site couvert pour y installer son activité en plein développement. Après une visite de l'ancienne usine désaffectée, celui-ci est intéressé pour s'installer au Châtelet et propose à la collectivité de signer une promesse de vente à 4 ans avec une convention d'occupation des lieux. Cette promesse de vente pourra se conclure avant le terme.
L'acquéreur est intéressé par l'ensemble des terrains, la totalité de l'usine à l'exception du bâtiment administratif et du bâtiment contigu : la maisonnette le long de la route.
Le prix de vente serait de 90 000 €. Le loyer pendant la période d'occupation préalable à la vente serait de 1 000 € par mois permettant de couvrir la quote-part de la taxe foncière.
L'entreprise de transformation de containers emploie actuellement une quinzaine de personnes avec des fortes perspectives de développement.
Le découpage parcellaire sera assuré par M. Serge PHILIPPOT, géomètre à Saint-Amand.
L'acte notarié sera établi par devant Maître Danjon, Notaire à Bourges (18).

Le conseil communautaire décide à l'unanimité de vendre aux conditions sus indiquées le site de l'ancienne usine Doux au Châtelet à la société Alternative Container et autorise le président à signer tous les actes afférents à cette opération.

6 VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SUIVANT LE RAPPORT BUDGETAIRE JOINT.

Les membres du conseil communautaire sont invités à se référer au rapport financier pour l'examen des comptes et les délibérations associées.

7 INFORMATIONS

Il est porté à la connaissance du conseil communautaire que l'arrêté préfectoral n° 2020-0558 du 29 mai 2020 portant autorisation modificative en application de la décision du 11 juin 2019 du Tribunal administratif d'Orléans au profit de la société TOTAL QUADRAN pour l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire des communes de Montlouis et d'Ineuil est à disposition à la Communauté de communes.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Compte rendu rapport financier du 18 juin 2020

Vote des Budgets primitifs 2020

Assemblée communautaire

St Priest La Marche

18 juin 2020

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Table des matières

1 Le budget principal 3
1.1 L'affectation des résultats 3
1.2 le budget prévisionnel 2020 4
1.2.1 Répartition par services 4
1.2.2 Section de fonctionnement 6
1.2.3 Section d'investissement 11
1.3 Le vote des produits et taux d'imposition 2020 24
1.4 Tarifs pour le centre de loisirs 25
1.5 Tarifs pour la Piscine 25
1.6 Adhésions associations 25
1.7 Attribution d'une subvention d'équilibre au budget annexe du contrat culturel de territoire 26
1.8 Attribution d'une subvention d'équilibre au budget annexe de l'office de tourisme 26
1.9 Attribution d'une subvention – concours national charolais 26
1.10 Vote du budget 27
2 Budget annexe SPANC 29
2.1 L'affectation des résultats 29
2.2 Le budget prévisionnel 2020 30
3 Le budget Annexe de l'Office de Tourisme 32
3.1 L'affectation des résultats 32
3.2 Le Budget prévisionnel 2020 33
3.2.1 Section de fonctionnement 33
3.2.1.1 Taxe de séjour 34
3.2.2 La section d'investissement 35
4 Le Budget Annexe du Contrat Culturel 39
4.1 L'affectation des résultats 39
4.2 Le budget prévisionnel 2020 40
4.2.1 Section de fonctionnement 40
4.2.2 Section d'investissement 41

Pour cette présentation, le Président laisse la parole à Mme FOURDRAINE, en charge des finances.

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

1 LE BUDGET PRINCIPAL

Celle-ci rappelle que les comptes administratifs et comptes de gestion ont été votés par le conseil communautaire réuni le 26 février dernier.
Compte tenu des circonstances et notamment du fait que l'assemblée communautaire n'est pas définitivement constituée et en conséquence l'exécutif provisoire, les budgets qui vous sont présentés sont essentiellement **techniques** notamment pour la partie investissement.
Après le renouvellement complet de nos instances, il pourra être proposé ultérieurement une décision modificative pour acter des choix plus politiques.

1.1 L'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Elle rappelle les chiffres du compte administratif 2019 voté le 26/02.

	Opérations de l'exercice				
Budget principal	**DEPENSES**	**RECETTES**	**Résultats de l'exercice**	**Résultats reportés n-1**	**RESULTATS de clôture**
FONCTIONNEMENT	3 916 166,18 €	3 918 952,62 €	2 786,44 €	1 753 028,04 €	1 755 814,48 €
INVESTISSEMENT	2 577 975,78 €	658 118,18 €	-1 919 857,60 €	2 315 985,75 €	396 128,15 €
Total	**6 494 141,96 €**	**4 577 070,80 €**	**-1 917 071,16 €**	**4 069 013,79 €**	**2 151 942,63 €**
Solde des restes à réaliser	1 344 464,96 €	833 224,10 €	- €	- €	- 511 240,86 €
Excédent net disponible					**1 640 701,77 €**

Elle propose l'affectation des résultats 2019 au BP 2020 suivant les calculs ci-après :

Section d'investissement			
Résultat			
Déficit reporté 001	0,00 €	Excédent reporté (001)	2 315 985,75 €
Dépenses investissement 2019	2 577 975,78 €	Recettes investissement 2019	658 118,18 €
TOTAL	**2 577 975,78 €**	**TOTAL**	**2 974 103,93 €**
I-Résultat d'investissement (à reprendre au compte budgétaire 001)	**396 128,15 €**		
Restes à Réaliser			
Dépenses	1 344 464,96 €	Recettes	833 224,10 €
II- Soldes Restes à réaliser	**-511 240,86 €**		
III-Besoin de financement (Cumul I et II)	**-115 112,71 €**		
Section de fonctionnement			
Résultat			
Déficit reporté (002)	0,00 €	Excédent reporté (002)	1 753 028,04 €
Dépenses fonctionnement	3 916 166,18 €	Recettes fonctionnement	3 918 952,62 €

TOTAL	**3 916 166,18 €**	**TOTAL**	**5 671 980,66 €**
IV-Résultat à affecter	**1 755 814,48 €**		
Affectation des résultats Proposée			
En investissement (III) A prévoir établir titre au 1068	**115 112,71 €**		
En Fonctionnement (IV-III) A reprendre au compte budgétaire 002 compte de bilan 110	**1 640 701,77 €**		

Compte tenu d'un résultat de fonctionnement de 1 755 814,48 € à affecter, des besoins de financement de la section d'investissement à hauteur de 115 112,71 €, le conseil communautaire décide, à l'unanimité, de l'affectation des résultats suivante :

- **1 640 701,77 € en section de fonctionnement au compte 002 du BP 2020**
- **115 112,71 € en section d'investissement au compte 1068 du budget primitif principal 2020.**

1.2 LE BUDGET PRÉVISIONNEL 2020

Mme **FOURDRAINE** rappelle à l'assemblée que par décision du conseil communautaire du 30/10/2019 il a été décidé de supprimer le budget annexe OM. Les résultats de l'exercice 2019 approuvé lors de la précédente séance du conseil communautaire sont donc intégrés dans le budget général 2020.
Le déficit de fonctionnement de 9 838,08 € est ainsi inscrit au compte 002 de la section de fonctionnement du budget primitif général de 2020.

Mme **FOURDRAINE** présente ensuite les résultats financiers des différents services de la communauté de communes ainsi que la répartition des agents.

1.2.1 Répartition par services

Les effectifs, stables, de la communauté de communes sont répartis selon les budgets et les comptes services de la manière suivante.

AGENTS	Budget	Service	ETP	Masse salariale prévisionnelle 2020
BIZEAU Etienne	Culture	culture	0,7	
DESABRES Ameline	Culture	culture	1	

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

AGENTS	Budget	Service	ETP	Masse salariale prévisionnelle 2020
	Total Budget culture		**1,7**	**83 500 €**
RUESA Sandra	Général	CLSH	1	
BRIDON Nelly	Général	CLSH	1	
JONNEKINDT Georges	Général	CLSH	0,45	
TORRES Andres	Général	CLSH	0,16	
Agents saisonniers Centre de loisirs	Général	CLSH		
		Total CLSH	**2,61**	
BIZEAU Etienne	Général	Administratif	0,3	
CHARLES Nathalie	Général	Administratif	1	
DUMAS Delphine	Général	Administratif	0,7	
GUERET Aurélie	Général	Administratif	1	
ISOLA Charles	Général	Administratif	1	
MARTINAT David	Général	Administratif	1	
MENET Carole	Général	Administratif	0,2	
ROUSSEL-DECHAUD Pascale	Général	Administratif	1	
		Total Administratif	**6,2**	
COUDRIN Laura	Général	MSAP	0,9	
QUEYRANNE Marie Christine.	Général	MSAP	0,9	
		Total MSAP	**1,8**	
Agents Piscine (2 agents pendant 2 mois)	Général	piscine	0,33	
		Total piscine	**0,33**	
TORRES Andres	Général	Sport	0,84	
		Total Sport	**0,84**	
BAUDUCEAU Guillaume	Général	TEPCV	1	
		Total TEPCV	**1**	
	Total Budget Général		**12,78**	**619 000 €**
BAUDIMANT Anne-Céline	Office de Tourisme	Office de Tourisme	1	
SAMSEL Céline	Office de Tourisme	Office de Tourisme	1	
	Total Budget Office de Tourisme		**2**	**68 950 €**
	Total général		**14,78**	**771 450 €**

On notera que la masse salariale était évaluée lors des budgets primitifs 2019 à 858 000 € (765 533 € réalisé) contre 771 450 € budgétés en 2020.
La rétrocession de Sidiailles au département ainsi que les annulations du Centre de loisirs lors des vacances de printemps expliquent cette diminution.

Mme FOURDRAINE explique que chaque mandat et titre étant ventilé selon un code service approprié cela permet de réaliser une comptabilité analytique par services.
Le tableau ci-dessous indique pour 2020 le coût en dépense et recette pour chacun d'entre eux.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Services communauté de communes Berry Grand Sud 2019	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Dépenses d'investissement	Recettes d'investissement
01 centre de loisirs	186 647,00 €	160 272,00 €	24 625,00 €	
02 logements loués	221,34 €	5 608,00 €		
03 marché au cadran	13 831,00 €	12 244,00 €		
04 Maison de services au Public	78 502,00 €	73 866,00 €	1 413,00 €	
05 Sidiailles	31 325,00 €	13 916,00 €	31 647,00 €	
06 TEPCV	94 913,00 €	101 295,00 €	32 078,00 €	
07 Micro crèches	100 971,00 €	- €		13 058,00 €
08 Maisons Médicales	37 099,00 €	20 459,00 €	1 588 540,00 €	72 671,00 €
11 Vougon	2 131,00 €	3 765,00 €		
12 Bâtiments et terrains à vocation économique	1 066,00 €	1 807,00 €	29 640,00 €	
13-Piscine	95 340,00 €	8 658,00 €	13 615,00 €	
14-Sport	24 980,00 €	2 229,00 €		
15-Communication	22 503,00 €	- €	5 527,00 €	
16-ARPPE en Berry	34 213,00 €	- €		
17 Bornes électriques	8 062,00 €	273,00 €		
22 OPAH	15 800,00 €	- €		
23 Economie	2 400,00 €	- €		
Subventions versées non affectées	3 500,00 €	- €		
Total	**753 504,34 €**	**404 392,00 €**	**1 727 085,00 €**	**85 729,00 €**

1.2.2 Section de fonctionnement

Mme FOURDRAINE présente les principaux chiffres du BP 2020.
La section de fonctionnement du budget primitif pour 2019 est équilibrée à hauteur de **5 384 016 €**.
Les différents chapitres qui constituent les dépenses de fonctionnement sont les suivants :

- Déficit de fonctionnement reporté (suite à la clôture du budget annexe OM) **9 373,08 €**
- Charges à caractère général **983 711 €**
- Charges de personnels et frais assimilés **689 600 €**
- Atténuations de produits **1 972 985 €** (les attributions de compensation, la dotation au SMICTOM et le reversement sur FNGIR)
- Autres charges de gestion courante **868 865 €** avec notamment les versements pour les budgets annexes tourisme (79 000 €) et contrat culturel de territoire (113 000 €) mais également une subvention d'équilibre de 100 000 € pour l'association gestionnaire des crèches, ainsi que les crédits prévus dans le cadre de l'aide aux TPE (36 000 €) et les participations aux différents syndicats (82 500 €).
- Charges financières **40 200 €**
- **340 000 €** en Dépenses imprévues
- Virement à la section d'investissement **50 000 €**
- Ope. D'ordre de transferts entre sections **404 281 €**
- Charges exceptionnelles **25 000 €**

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

En recettes le projet de budget comprend principalement les éléments suivants :

- L'excédent de fonctionnement pour **1 640 701,77 €€**
- la fiscalité prévisionnelle s'établit à **2 468 799 €**
- **112 000 €** sont attendus au titre du FPIC
- **29 998 €** proviennent des produits des services,
- **890 128 €** constituent les dotations de l'État et des subventions des autres collectivités,
- **158 169 €** sont des amortissements de subvention en provenance de la section d'investissement,
- **75 180 €** au titre des revenus des immeubles et
- **9 040 €** au titre d'atténuation de charges.

L'ensemble des prévisions 2020 par compte est récapitulé dans le tableau ci-après.

Comptes	Budget Principal communauté de communes Berry Grand Sud	BP 2019	Réalisé 2019	Budget 2020
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
002	***Déficit de fonctionnement reporté***	**- €**	**- €**	**9 373,08 €**
011	**CHARGES A CARACTERE GENERAL**	**1 008 158,00 €**	**413 553,43 €**	**983 711,00 €**
60611	Fournitures non stockées-eau et assainissement	1 700,00 €	10 861,37 €	11 000,00 €
60612	Fournitures non stockables-Energie électricité	38 000,00 €	39 177,12 €	50 000,00 €
60621	Combustibles (bois MSAP Saulzais + fuel piscine)	6 000,00 €	8 665,16 €	10 000,00 €
60622	Fournitures non stockées-carburants	1 600,00 €	2 328,00 €	2 500,00 €
60623	Fournitures non stockées-alimentation (goûters CLSH)	4 000,00 €	3 723,39 €	4 000,00 €
60624	Produits de traitement		0,00 €	142,00 €
60628	Autres fournitures non stockées	0,00 €	0,00 €	0,00 €
60631	Fournitures non stockées-fournitures d'entretien	2 500,00 €	989,74 €	1 000,00 €
60632	Fournitures petit équipement	100,00 €	0,00 €	0,00 €
60633	Fournitures de voirie	0,00 €	12,06 €	20,00 €
60636	Vêtements de travail	0,00 €	277,84 €	300,00 €
6064	Fournitures non stockées-fournitures administratives	10 000,00 €	3 302,15 €	3 500,00 €
6065	Livres disques cassettes	0,00 €	51,60 €	0,00 €
6068	Fournitures non stockées-Autres matières et fournitures (essentiellement pour le Centre de loisirs)	310 000,00 €	9 616,25 €	327 725,00 €
611	Contrats de prestations de services	102 654,00 €	106 102,02 €	57 620,00 €
	dont maintenance piscine	*26 400,00 €*	*28 600,00 €*	*29 000,00 €*
	BGE	*25 000,00 €*	*25 000,00 €*	*25 000,00 €*
	prestation graphique com	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	ménage siège	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	bennes OM sidiailles	*2 100,00 €*	*4 042,08 €*	*0,00 €*
	prestations diverses informatique sport CLSH	*200,00 €*	*120,00 €*	*0,00 €*
	organisation course cycliste	*6 000,00 €*	*6 335,00 €*	*0,00 €*
	Maintenance logiciel urbanisme	*620,00 €*	*621,62 €*	*620,00 €*
	Francas (action Ados)	*7 230,00 €*	*3 000,00 €*	*3 000,00 €*
	Chambre Agriculture	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	MEGM	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	Fiches de randonnées	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	ARPPE en Berry	*29 604,00 €*	*34 213,12 €*	*0,00 €*
	Distribution magazine la poste	*3 500,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	Semaine développement durable		*1 770,20 €*	*0,00 €*
	Audit Assurances		*2 400,00 €*	*0,00 €*
	Plateforme profil acheteur marché public AWS	*2 000,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	BNSSA Sidiailles Cher Emploi Animation	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
6132	Locations immobilières	0,00 €	0,00 €	0,00 €
61358	Autres locations mobilières	10 000,00 €	11 651,81 €	13 400,00 €
	copieur	*5 600,00 €*	*6 495,88 €*	*8 000,00 €*
	ordinateur	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	machine affranchir	*400,00 €*	*373,73 €*	*400,00 €*
	climatiseur	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	location appartement	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	Budget Principal communauté de communes Berry Grand Sud	BP 2019	Réalisé 2019	Budget 2020
	Location véhicule et matériel outillage		*662,48 €*	*0,00 €*
	Batteries véhicules électriques	*4 000,00 €*	*4 119,72 €*	*5 000,00 €*
61521	Entretien réparation terrains	1 834,00 €	1 600,00 €	2 000,00 €
61522	Entretien réparation bâtiment	0,00 €	0,00 €	0,00 €
615221	Entretien réparation bâtiments publics	5 000,00 €	5 240,27 €	8 300,00 €
615228	Entretien réparation autres bâtiments	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
615231	Entretien réparation voiries	0,00 €	0,00 €	0,00 €
61551	Entretien et réparation sur matériel roulant	500,00 €	1 477,84 €	1 500,00 €
61558	Entretien et réparation sur autres biens mobiliers	0,00 €	662,38 €	0,00 €
6156	Maintenance	14 100,00 €	10 291,55 €	15 200,00 €
	maintenance logiciels geocom, ICAP, segilog et urbanisme	*3 200,00 €*	*3 692,79 €*	*3 700,00 €*
	verif extincteur	*800,00 €*	*0,00 €*	*1 000,00 €*
	Entretien chaufferies (MSAP piscine MSP)	*900,00 €*	*1 016,04 €*	*1 000,00 €*
	Maintenance informatique	*3 400,00 €*	*1 596,53 €*	*4 500,00 €*
	Maintenance matériel cuisine sidiailles & microcrèche	*2 300,00 €*	*413,76 €*	*0,00 €*
	Maintenance copieurs siège et MSAP saulzais	*3 000,00 €*	*2 468,88 €*	*3 000,00 €*
	Divers		*624,00 €*	*1 000,00 €*
	Controle electrique bâtiment (marché au cadran,,,)	*500,00 €*	*479,55 €*	*1 000,00 €*
6161	Primes d'assurances multirisques	27 000,00 €	22 815,28 €	36 700,00 €
6162	Assurance obligatoire dommage - construction	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6168	Primes d'assurances autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €
617	Etudes et recherches	16 400,00 €	14 400,00 €	2 000,00 €
6182	Documentation générale et technique	2 000,00 €	5 837,05 €	2 800,00 €
6184	Versement a des organismes de formation	12 500,00 €	2 560,00 €	0,00 €
6185	Frais de colloques et séminaires	200,00 €	0,00 €	0,00 €
6188	Autres frais divers (centre de loisirs, analyses eau piscine Sidiailles, etc)	330 000,00 €	28 586,64 €	325 000,00 €
6225	Indemnités au comptable et régisseur	1 600,00 €	844,44 €	900,00 €
62268	Honoraires(svp)	12 000,00 €	10 293,12 €	12 000,00 €
6231	Annonces et insertions	200,00 €	0,00 €	0,00 €
6232	Fêtes et cérémonies	4 500,00 €	4 077,09 €	4 000,00 €
6238	Publicité, publications, relations publiques-divers	60,00 €	10 886,22 €	11 000,00 €
6248	Transports de biens et transports collectifs-divers	7 500,00 €	5 875,50 €	4 000,00 €
6251	Voyages déplacements et missions	2 200,00 €	2 710,14 €	2 800,00 €
6256	Missions	850,00 €	67,80 €	0,00 €
6261	Frais d'affranchissement	3 600,00 €	2 753,19 €	3 000,00 €
6262	Frais de télécommunication	13 000,00 €	13 970,25 €	13 000,00 €
627	Services bancaires et assimiles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6281	Concours divers	7 950,00 €	7 907,30 €	3 330,00 €
	Adcf	*1 350,00 €*	*1 306,94 €*	*1 350,00 €*
	Amorce	*350,00 €*	*344,00 €*	*400,00 €*
	AMF	*700,00 €*	*660,46 €*	*700,00 €*
	Francas Cher emploi animation	*900,00 €*	*895,90 €*	*180,00 €*
	TGV	*150,00 €*	*150,00 €*	*150,00 €*
	Udotsi+ Ad2T	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	TZCLD			*500,00 €*
	Adefibois	*0,00 €*	*50,00 €*	*50,00 €*
	Adhésion fédération des EPL	*4 500,00 €*	*4 500,00 €*	*0,00 €*
6283	Frais de nettoyage des locaux	9 700,00 €	14 097,43 €	20 350,00 €
	dont siège	2 000,00 €	4 503,84 €	5 850,00 €
	dont centre de loisirs	1 000,00 €	2 102,83 €	2 500,00 €
	dont Maisons médicales Châteaumeillant et Culan	6 700,00 €	7 490,76 €	12 000,00 €
6284	Redevances pour services rendus (om)	2 000,00 €	1 775,87 €	2 000,00 €
62875	Aux communes membres du GFP (remboursement Châteaumeillant)	12 000,00 €	17 798,00 €	2 300,00 €
62878	A d'autres organismes		300,00 €	500,00 €
6288	Autres services extérieurs	200,00 €	105,56 €	0,00 €
63512	Taxes foncières (par prélèvement normalement début octobre)	33 710,00 €	29 862,00 €	29 824,00 €
	Siège social et doux	*17 600,00 €*	*16 134,00 €*	*16 134,00 €*
	Vougon	*810,00 €*	*811,00 €*	*820,00 €*
	Saulzais MSAP	*1 000,00 €*	*928,00 €*	*1 000,00 €*
	Bâtiment Arcomps	*1 300,00 €*	*1 066,00 €*	*1 100,00 €*
	Marché au cadran	*8 400,00 €*	*8 896,00 €*	*9 000,00 €*
	sidiailles	*2 200,00 €*	*2 027,00 €*	*1 000,00 €*
	Terrains Saulzais	*2 400,00 €*	*0,00 €*	*770,00 €*
		0,00 €	*0,00 €*	*0,00 €*
63513	Autres Impôts Locaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6355	Taxes et impots sur les vehicules	0,00 €	0,00 €	0,00 €
012	**CHARGES DE PERSONNELS ET FRAIS ASSIMILES**	**700 000,00 €**	**622 647,76 €**	**689 600,00 €**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	Budget Principal communauté de communes Berry Grand Sud	BP 2019	Réalisé 2019	Budget 2020
6215	Personnel affecte par la collectivité de rattachement	60 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €
6217	Personnel affecte par la commune	15 000,00 €	3 512,18 €	13 000,00 €
6218	Autres personnels extérieur	1 000,00 €	1 069,60 €	1 500,00 €
6332	Cotisations versées au FNAL	500,00 €	316,74 €	500,00 €
6336	Cotisations au centre national C.G.F.	7 500,00 €	6 925,04 €	8 500,00 €
6338	Autres impôts, taxes et versements assimiles	1 300,00 €	1 122,09 €	1 400,00 €
64111	Rémunération principale	120 000,00 €	186 371,65 €	180 000,00 €
64112	Personnel titulaire- SFT et indemnité de residence	7 200,00 €	4 741,55 €	6 000,00 €
64113	Personnel titulaire- NBI		0,00 €	1 000,00 €
64118	Personnel titulaire- autres indemnités	25 000,00 €	26 387,96 €	28 000,00 €
64131	Personnel non titulaire- rémunérations	220 000,00 €	164 280,26 €	170 000,00 €
64132	Personnel non titulaire- SFT et indemnité de residence		0,00 €	900,00 €
64138	Personnel non titulaire-primes et autres indemnités	14 000,00 €	10 706,57 €	15 000,00 €
64168	Autres emplois d'insertion	9 000,00 €	0,00 €	0,00 €
6417	Rémunérations des apprentis	12 000,00 €	12 116,72 €	0,00 €
6451	Cotisation a l'URSSAF	80 000,00 €	67 838,53 €	75 000,00 €
6453	Cotisations aux caisses de retraite	60 000,00 €	66 538,91 €	65 000,00 €
6454	Cotisations aux ASSEDIC	12 000,00 €	7 028,55 €	9 200,00 €
6455	Cotisations pour assurance du personnel	23 000,00 €	20 018,52 €	0,00 €
6456	Versement au FNC du supplément familial	0,00 €	0,00 €	0,00 €
6457	Cotisations sociales liées a l'apprentissage	1 000,00 €	630,86 €	0,00 €
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux (CNAS)	3 500,00 €	3 726,00 €	5 100,00 €
6475	Médecine du travail	1 000,00 €	525,00 €	1 000,00 €
6478	Autres charges sociales diverses (tickets restaurant)	5 000,00 €	7 280,78 €	8 000,00 €
6488	Autres charges de personnel	22 000,00 €	31 510,25 €	30 500,00 €
014	**ATTENUATIONS DE PRODUITS**	**1 9580 513 €**	**1 932 720 €**	**1 972 985,00 €**
73918	Autres reversements et restitutions sur fiscalité locale	213 527,00 €	195 734,00 €	235 999,00 €
739211	Attributions de compensation	1 452 536,00 €	1 452 536,00 €	1 452 536,00 €
739221	Reversement sur FNGIR	284 450,00 €	284 450,00 €	284 450,00 €
73928	Autres prélèvements pour reversement de fiscalité	0,00 €	0,00 €	0,00 €
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**686 100,00 €**	**441 444,36 €**	**868 865,00 €**
6581	Redevances pour concessions brevets licences procédés droits et valeurs similaires	8 000,00 €	12 123,36 €	15 500,00 €
65311	Indemnités de fonction	70 000,00 €	66 746,23 €	80 524,00 €
65313	Cotisations de retraite	3 000,00 €	2 891,96 €	6 500,00 €
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	12 500,00 €	14 117,04 €	18 476,00 €
65331	Indemnités de fonction (CESECE-culture éducation et sport)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
65315	Formation	1 000,00 €	673,80 €	1 000,00 €
6541	Créances admises en non-valeur	0,00 €	180,30 €	0,00 €
6542	Créances éteintes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
65561	Contributions aux fonds de compensation des charges territoriales (établissement public de territoire)	0,00 €	0,00 €	0,00 €
65568	Autres contributions	82 800,00 €	71 339,54 €	80 365,00 €
	dont SIRAH+ theols+ etc	*33 000,00 €*	*28 239,00 €*	*30 660,00 €*
	dont canal de Berry	*7 800,00 €*	*7 590,34 €*	*8 000,00 €*
	dont initiative Cher	*10 000,00 €*	*1 880,00 €*	*10 000,00 €*
	dont PBSA	*24 000,00 €*	*25 056,60 €*	*22 901,00 €*
	dont SDE maintenance bornes électriques	*3 000,00 €*	*3 600,00 €*	*3 600,00 €*
	dont Berry Numerique	*5 000,00 €*	*4 973,60 €*	*5 204,00 €*
657363	Etablissement public A caractère administratif (budget annexe contrat culturel+Tourisme)	151 800,00 €	151 800,00 €	192 000,00 €
	dont budget annexe contrat culturel	*84 800,00 €*	*84 800,00 €*	*113 000,00 €*
	dont budget annexe office de tourisme	*67 000,00 €*	*67 000,00 €*	*79 000,00 €*
657341	Communes membre du GFP (fonds de concours ou aide TEPCV)	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
657382	Subventions de fonctionnement aux organismes publics divers	100 000,00 €	0,00 €	180 000,00 €
6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux associations et aux autres organismes de droit privé	252 000,00 €	121 350,00 €	275 000,00 €
???	Associations (Crèches)	100 000,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €
65748	Autres personnes de droit privé	102 000,00 €	5 550,00 €	132 000,00 €
65742	Entreprises	25 000,00 €	0,00 €	36 000,00 €
65741	Ménages (OPAH)	25 000,00 €	15 800,00 €	7 000,00 €
658	Charges diverses de la gestion courante	0,00 €	222,13 €	19 500,00 €
65888	Autres	0,00 €	222,13 €	19 500,00 €
66	**CHARGES FINANCIERES**	**42 000,00 €**	**40 042,80 €**	**40 200,92 €**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	40 000,00 €	39 879,12 €	40 000,00 €

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	Budget Principal communauté de communes Berry Grand Sud	BP 2019	Réalisé 2019	Budget 2020
66112	Intérêts - rattachements des ICNE	2 000,00 €	163,68 €	200,92 €
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**133 300,00 €**	**11 735,76 €**	**25 000,00 €**
6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 800,00 €	11 735,76 €	0,00 €
673	Titres annules (sur exercices antérieurs)	0,00 €	0,00 €	25 000,00 €
674	Subventions de fonctionnement exceptionnelles	121 500,00 €	0,00 €	0,00 €
68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
022	**DEPENSES IMPREVUES**	**330 000,00 €**	**0,00 €**	**340 000,00 €**
023	**VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT**	**175 000,00 €**	**0,00 €**	**50 000,00 €**
042	**OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS**	**454 023,00 €**	**454 022,07 €**	**404 281,00 €**
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPOR.	454 023,00 €	454 022,07 €	404 281,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**5 479 094 €**	**3 916 166,18 €**	**5 384 016,00 €**
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
2	**EXCEDENTS ANTERIEURS REPORTES**	**1 753 028,04 €**	**1 753 028,04 €**	**1 640 701,77 €**
013	**ATTENUATION DE CHARGES**	**5 000,00 €**	**31 464,55 €**	**9 040,00 €**
6096	Approvisionnements non stockés	0,00 €	29,04 €	0,00 €
629	Rabais remises ristournes	0,00 €	649,57 €	0,00 €
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	5 000,00 €	10 196,23 €	7 000,00 €
6459	Remboursement s/charges ss et prévoyance/Ircantec	0,00 €	797,65 €	0,00 €
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00 €	19 792,06 €	2 040,00 €
70	**PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**20 000,00 €**	**33 466,36 €**	**29 998,23 €**
70632	Redevances et droits de services à caractère de lois	20 000,00 €	33 222,18 €	29 998,23 €
70848	aux autres organismes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
70875	par les communes membres du GFP	0,00 €	0,00 €	0,00 €
70878	par d'autres redevables	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7088	Autres produits d'activités annexes	0,00 €	244,18 €	0,00 €
731	**FISCALITE LOCALE**	**2 442 527 €**	**2 449 335 €**	**2 468 799,00 €**
73111	Taxes foncières et d'habitations (TH)	1 443 000 €	1 968 871 €	1 453 835,00 €
73111	Taxes foncières et d'habitations (CFE)	522 000,00 €	0,00 €	531 160,00 €
73112	Cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises	170 000,00 €	172 494,00 €	177 000,00 €
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	40 000,00 €	41 026,00 €	40 000,00 €
73114	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau	54 000,00 €	51 291,00 €	51 804,00 €
73133	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilés	213 527,00 €	214 553,00 €	215 000,00 €
73	**IMPOTS ET TAXES**	**115 000,00 €**	**112 337,00 €**	**112 000,00 €**
732221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	115 000,00 €	112 337,00 €	112 000,00 €
74	**DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**	**925 252,00 €**	**1 060 954,52 €**	**890 128,00 €**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	350 000,00 €	371 463,00 €	366 153,00 €
741126	Dotation de compensation des EPCI	200 000,00 €	208 348,00 €	204 539,00 €
744	FCTVA	0,00 €	645,06 €	0,00 €
74718	Autres	90 000,00 €	162 565,88 €	20 000,00 €
7472	Région	44 000,00 €	4 950,00 €	15 000,00 €
7473	Départements	6 200,00 €	0,00 €	9 000,00 €
74788	Autres organismes (CAF essentiellement)	57 000,00 €	133 531,58 €	81 700,00 €
748313	Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0,00 €	0,00 €	0,00 €
74832	Etat - compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE)	0,00 €	21 450,00 €	23 683,00 €
74833	Etat - compensation au titre des exonérations des taxes foncières	52,00 €	52,00 €	53,00 €
74834	Etat - compensation au titre des exonérations des taxes d'habitation	178 000,00 €	157 349,00 €	170 000,00 €
7488	Autres attributions et participations	0,00 €	600,00 €	0,00 €
75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**47 809,96 €**	**59 308,62 €**	**75 180,00 €**
752	Revenus des immeubles	40 309,96 €	38 581,86 €	42 300,00 €
	SNACK Accrobranches parc aquatiques	*10 000,00 €*	*10 101,62 €*	*0,00 €*
	location ancien siège	*1 200,00 €*	*1 200,00 €*	*1 200,00 €*
	location logement saulzais	*4 900,00 €*	*4 912,78 €*	*4 900,00 €*
	Bâtiment Doux		*280,00 €*	*0,00 €*
	Marché au cadran	*12 400,00 €*	*12 244,44 €*	*12 400,00 €*
	Bâtiment Arcomps	*1 810,00 €*	*1 807,40 €*	*1 800,00 €*
	Vougon	*0,00 €*	*0,00 €*	*0,00 €*
	Maison médicale Chateaumeillant	*9 999,96 €*	*6 466,65 €*	*10 000,00 €*
	Maison médicale Culan			*9 000,00 €*
	Maison médicale Préveranges	*0,00 €*	*1 568,97 €*	*3 000,00 €*
7551	Excédent des budgets annexes à caractère administratif	0,00 €	0,00 €	0,00 €
75814	redevance sur l'energie hydraulique	0,00 €	0,00 €	0,00 €
75888	Autres Produits divers de gestion courante	7 500,00 €	20 726,76 €	32 880,00 €

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	Budget Principal communauté de communes Berry Grand Sud	BP 2019	Réalisé 2019	Budget 2020
	dont logement	1 000,00 €	696,00 €	580,00 €
	dont maison médicale Châteaumeillant	2 500,00 €	11 742,87 €	17 000,00 €
	dont maison médicale de Culan	0,00 €	0,00 €	3 000,00 €
	dont maison médicale Préveranges	500,00 €	687,28 €	860,00 €
	dont Vougon	3 500,00 €	3 480,46 €	3 480,00 €
	SNACK Accrobranches parc aquatiques	0,00 €	3 814,91 €	0,00 €
	Remboursement d'assurances	0,00 €	0,00 €	7 960,00 €
	dégrèvement Doux	0,00 €	305,24 €	0,00 €
76	**produits financiers**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**11 800,00 €**	**13 509,90 €**	**0,00 €**
756	Libéralités reçues	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7588	Autres produits divers de gestion courante		1,14 €	0,00 €
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00 €	313,00 €	0,00 €
7788	Autres produits divers de gestion courante	**11 800,00 €**	13 195,76 €	0,00 €
042	**OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS**	158 677,00 €	**158 676,67 €**	**158 169,00 €**
777	Quote-part des subventions d'investissement transféré	158 677,00 €	158 676,67 €	158 169,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**5 479 094 €**	**5 671 980,66 €**	**5 384 016,00 €**
	Excédent ou déficit	**0,00 €**	**1 755 814,48 €**	**0,00 €**

1.2.3 Section d'investissement

Pour la section d'investissement, Mme FOURDRAINE rappelle qu'elle a été bâtie pour chaque opération, en fonction des investissements déjà réalisés, les ressources (FCTVA et subventions) à mobiliser et les dépenses restant à récupérer. Ces éléments sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Projet	montant TTC déjà réalisé	Subvention et FCTVA perçues	dépenses 2019 reportées	Montant dépenses nouvelles prévues en 2020	Recettes 2019 reportées	Montant Subventions et FCTVA à percevoir
Siege administratif	532 212,35 €	213 211,15 €	- €	- €	- €	- €
cadran	90 491,09 €	41 833,33 €	- €	- €	- €	- €
MSAP	5 234,91 €	253,89 €	- €	- €	- €	- €
Crèche	19 587,28 €	16 271,28 €	- €	- €	- €	- €
CLSH	702 936,29 €	540 594,29 €	- €	- €	15 300,00 €	- €
Maison médicale Châteaumeillant	866 843,77 €	326 365,68 €	5 157,73 €	- €	216 676,76 €	30 467,00 €
Maison médicale Culan	1 160 622,41 €	45 467,48 €	461 323,00 €	110 154,00 €	600 000,00 €	250 000,00 €
Maison médicale Le Châtelet	17 860,37 €	2 460,60 €	45 641,23 €	250 000,00 €	469,21 €	120 000,00 €
Maison médicale Préveranges	51 028,21 €	8 569,77 €	- €	- €	- €	- €
Sidiailles	160 763,75 €	40 910,88 €	- €	15 498,00 €	- €	- €
Véhicule	80 632,44 €	52 639,86 €	- €	- €	- €	- €
Matériel	160 605,87 €	28 978,05 €	- €	11 849,04 €	778,13 €	2 000,04 €
Bâtiment Arcomps	26 426,70 €	- €	- €	- €	- €	- €
Site Doux	38 040,00 €	2 115,41 €	- €	- €	- €	4 125,00 €
Réseau de chaleur	35 116,56 €	16 002,85 €	- €	- €	- €	- €
Piscine	26 877,42 €	3 999,34 €	- €	- €	- €	- €
Fonds de concours	301 124,60 €	- €	103 343,00 €	- €	- €	- €
Haut débit	839 000,00 €	- €	729 000,00 €	112 000,00 €	- €	- €
Aides Economiques	- €	- €	- €	50 000,00 €	- €	- €
Total	**5 115 404,02 €**	**1 339 673,85 €**	**1 344 464,96 €**	**549 501,04 €**	**833 224,10 €**	**406 592,04 €**

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Puis chaque opération d'investissement est ensuite détaillée dans les tableaux suivants par année, le premier tableau présentant les dépenses et le suivant, s'il y en a, les recettes.

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
19-Siège	**108 878,82 €**	**360 206,09 €**	**41 801,81 €**			
204132 Participation			***1 395 €***			
SDE			***1 395 €***			
2031 Etudes	***13 969,73 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
Etude d'aide à la décision	6 000,00 €	- €	- €		- €	- €
Honoraires architecte	7 969,73 €	- €	- €			- €
2033 Frais d'insertion	***102,00 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
Appel offres	102,00 €	- €	- €		- €	- €
21318 Autres bâtiments publics	***92 233,09 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
Achat	92 233,09 €	- €	- €			- €
2181 installations générales agencements aménagements	***- €***	***574,26 €***	***- €***		***- €***	***- €***
		574,26 €	- €			- €
2183 Matériel de bureau et matériel informatique	***- €***	***- €***	***6 342,00 €***			
		- €	6 342,00 €			
2184 Mobilier			***16 182,67 €***			
			16 182,67 €			
2313 Construction	***2 574,00 €***	***359 631,83 €***	***16 430,02 €***			
Travaux	0	359 631,83 €	16 430,02 €			
SPS diag amiante	2 574,00 €	- €	- €			- €
2135 Installations générales agencements aménagements	**- €**	**- €**	**1 452,12 €**		**- €**	**- €**

OPERATION /Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
19-Siège	**- €**	**37 195,77 €**	**175 289,58 €**	**725,80 €**		
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***17 500,00 €***	***125 426,44 €***			
1318-Autres	- €	- €	8 733,44 €			
1311 - Etat	- €	- €	99 193,00 €			
1312 - Région		17 500,00 €	17 500,00 €			
1313 - Département		- €	- €			
1317 Europe		- €	- €			
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***19 695,77 €***	***49 863,14 €***	**725,80 €**		
	- €	19 695,77 €	49 863,14 €	725,80 €		

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
36-MARCHE CADRAN	**1 649,60 €**	**62 817,37 €**	**12 631,62 €**		**- €**	
2135 Autre construction	**- €**	**62 817,37 €**	**12 631,62 €**		**- €**	
	- €	62 817,37 €	12 631,62 €		**- €**	
2138 Autre construction	**1 649,60 €**	**- €**	**- €**		**- €**	**- €**
électricité	1 649,60 €	- €	- €		- €	- €

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
39 - MASP	**- €**	**- €**	**712,59 €**	**1 413,12 €**		
2181 Installation générale Agencement et aménagement divers	**- €**	**- €**	**- €**	**1 413,12 €**		
	- €	- €	- €	1 413,12 €		
2183 Matériel de bureau et matériel informatique	**- €**	**- €**	**578,00 €**			
	- €	- €	578,00 €			
2188 Autres immobilisations corporelles	**- €**	**- €**	**134,59 €**			
	- €	- €	134,59 €			

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
39 - MSAP	**- €**	**- €**	**- €**	**253,89 €**	**- €**	
FCTVA	**- €**	**- €**	**- €**	**253,89 €**	**- €**	
	- €	- €	- €	253,89 €	**- €**	

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
20-MINI CRECHE		**11 535,17 €**	**8 052,11 €**			
21318 Autres bâtiments publics	**- €**	***452,29 €***	**- €**			
électricité	- €	452,29 €	- €			
2135 Installations générales agencements aménagements	**- €**	**- €**	**1 419,12 €**			
		- €	1 419,12 €			
2184 Mobilier	**- €**	***3 661,96 €***	**- €**			
	- €	3 661,96 €	- €			
2188 Autres immo corporelles		***6 340,92 €***	***718,80 €***			
		6 340,92 €	718,80 €			
2313 Construction	**- €**	***1 080,00 €***	***5 914,19 €***		**- €**	**- €**
	- €	1 080,00 €	5 914,19 €		**- €**	**- €**

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
20-MICRO-CRECHES	**- €**	**- €**	**- €**	**13 058,18 €**		

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***- €***	***- €***	**13 058,18 €**		
1318-Autres	- €	- €	**- €**	13 058,18 €		
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***- €***	***- €***		***- €***	
	- €	- €	**- €**		**- €**	

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
42-CENTRE DE LOISIRS	**187 893,83 €**	**452 612,27 €**	**29 389,63 €**	**24 625,76 €**	**- €**	**- €**
2031 Frais d'étude	***27 541,34 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
honoraires projets centre de loisirs	23 004,45 €	- €	- €			- €
Etude de sol Geodecrion	1 439,69 €	- €	- €		- €	- €
Socotec	3 097,20 €	- €	- €			- €
2033 Frais d'insertion	***902,64 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
Appel offres CLSH	902,64 €	- €	- €		- €	- €
2113 Terrains aménagés autres que voirie			***4 320,00 €***			
			4 320,00 €			
2138 Autre construction	***814,42 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
Frais achat terrain	814,42 €	- €	- €			- €
217828 Autres matériels de transport				**24 625,76 €**		
				24 625,76 €		
2183 Matériel de bureau et matériel informatique	***- €***	***2 012,40 €***	***644,80 €***		***- €***	***- €***
		2 012,40 €	644,80 €			- €
2184 Mobilier	***- €***	***22 909,83 €***	***- €***		***- €***	***- €***
		22 909,83 €	**- €**		**- €**	**- €**
2188 Autres immo corporelles		***- €***	***13 232,69 €***		***- €***	***- €***
		- €	13 232,69 €		**- €**	**- €**
2313 Construction	***158 635,23 €***	***427 690,04 €***	***11 192,14 €***		***- €***	***- €***
SPS APAVE	714,00 €	- €	- €		**- €**	**- €**
travaux	157 921,23 €	427 690,04 €	11 192,14 €		**- €**	**- €**

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
42- CENTRE DE LOISIRS	**49 052,84 €**	**306 644,74 €**	**180 571,43 €**		**15 300,00 €**	
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***41 163,00 €***	***225 100,00 €***	***152 879,25 €***		**15 300,00 €**	
1318-Autres	4 600,00 €	140 000,00 €	32 120,75 €		15 300,00 €	
1311 - Etat	36 563,00 €	- €	65 658,50 €		- €	
1312 - Région	- €	55 100,00 €	55 100,00 €		- €	
1313 - Département	- €	30 000,00 €	- €		- €	
1317 Europe		- €	- €		- €	
TVA et/ou FCTVA	***7 889,84 €***	***81 544,74 €***	***27 692,18 €***		***- €***	***- €***
	7 889,84 €	81 544,74 €	27 692,18 €		**- €**	**- €**

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-MAISON MEDICALE DE SANTE Châteaumeillant	**5 760,00 €**	**15 400,16 €**	**378 403,13 €**	**466 077,12 €**	**5 157,73 €**	
2031 Frais d'étude	***5 760,00 €***	***- €***	***- €***		***- €***	***- €***
Etude thermique Châteaumeillant	5 760,00 €	- €	**- €**		**- €**	**- €**
2181 Installations générales agencements aménagements	***- €***	***5 176,80 €***	***- €***		**3 954,37 €**	***- €***
21848 Autres matériels de bureau et mobiliers				**2 911,72 €**		
2188 Autres immo corporelles				**836,88 €**		
2313 Construction	***- €***	***10 223,36 €***	***378 403,13 €***	***462 328,52 €***	***1 203,36 €***	

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-1 MAISON MEDICALE DE SANTE Châteaumeillant	**- €**	**1 101,82 €**	**465 968,40 €**	**159 295,46 €**	**216 676,76 €**	**16 934,00 €**
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***- €***	***127 167,29 €***	***77 671,87 €***	***209 641,90 €***	**16 934,00 €**
1311 - Etat	- €	- €	25 908,79 €	41 224,81 €	16 783,40 €	
1312 - Région		- €	41 958,50 €		41 958,50 €	
1313 - Département		- €	59 300,00 €			
1317 Europe		- €			150 900,00 €	16 934,00 €
1318 Autres				31 447,06 €		
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 165)			***300 000,00 €***			
			300 000,00 €			
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***1 101,82 €***	***38 801,11 €***	**86 623,59 €**	**7 034,86 €**	
	- €	1 101,82 €	38 801,11 €	86 623,59 €	7 034,86 €	

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-MAISON MEDICALE DE SANTE *Culan*	**- €**	**2 663,04 €**	**148 118,50 €**	**1 009 840,87 €**	**461 323,00 €**	**110 154,00 €**
2031 Frais d'étude	***- €***	***- €***	***- €***			
2188 Autres immo corporelles						***12 858,00 €***
2313 Construction	***- €***	***2 663,04 €***	***21 658,50 €***	***9 840,87 €***		
238-Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles			***126 460,00 €***	**1 000 000,00 €**	**461 323,00 €**	**97 2969,00 €**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-2 MAISON MEDICALE DE SANTE de Culan	**- €**	**- €**	**938 872,60 €**	**6 594,88 €**	***600 000,00 €***	**250 000,00 €**
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***- €***	***20 700,00 €***		***600 000,00 €***	
1318-Autres	- €	- €	- €			
1311 - Etat	- €	- €	- €		240 000,00 €	
1312 - Région		- €	- €		240 000,00 €	
1313 - Département		- €	20 700,00 €		120 000,00 €	
1317 Europe		- €	- €			
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 165)			***900 000,00 €***			
			900 000,00 €			
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***- €***	***18 172,60 €***	**6 594,88 €**		**250 000,00 €**
	- €	- €	18 172,60 €	6 594,88 €		250 000,00 €

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-MAISON MEDICALE DE SANTE *Le Chatelet*	**- €**	**- €**	**15 000,00 €**	***2 860,37 €***	**45 641,23 €**	**250 000,00 €**
2181 Installations générales agencements aménagements	***- €***	***- €***	***- €***			***- €***
2313 Construction	***- €***	***- €***	***15 000,00 €***	***2 860,37 €***	**45 641,23 €**	**250 000,00 €**

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-2 MAISON MEDICALE DE SANTE du Chatelet	**- €**	**- €**	**1 820,84 € €**	**639,76 €**	**469,21 €**	**120 000,00 €**
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***- €***	***- €***		***- €***	**120 000,00 €**
1311 - Etat	- €	- €	**- €**		**- €**	**- €**
1312 - Région		- €	**- €**		**- €**	120 000,00 €
1313 - Département		- €	**- €**		**- €**	**- €**
1317 Europe		- €	**- €**		**- €**	
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***- €***	**1 820,84 € €**	**639,76 €**	**469,21 €**	
	- €	- €	1 820,84 € €	639,76 €	469,21 €	

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-MAISON MEDICALE DE SANTE *Préveranges*	**- €**	**- €**	**11 362,86 €**	***39 665,35 €***		
2031 Frais d'étude	***- €***	***- €***	***- €***			
21318 autres bâtiments publics	***- €***	***- €***	***412,94 €***			
2313 Construction	***- €***	***- €***	***10 949,92 €***	***39 665,35 €***		

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
43-2 MAISON MEDICALE DE SANTE de Préveranges	**- €**	**- €**	**- €**	**8 096,90 €**	**- €**	**- €**
TVA et/ou FCTVA	**- €**	**- €**	**- €**	**8 096,90 €**	**- €**	
	- €	- €	**- €**	8 096,90 €	**- €**	

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
46-PLAN D'EAU DE SIDIAILLES	**72 685,80 €**	**20 206,11 €**	**2 756,68 €**	**31 647,46 €**		**15 498,00 €**
2128 Autres aménagements	**63 583,80 €**	**15 348,34 €**	**- €**	**5 163,50 €**		**15 498,00 €**
équipement de 24 voies d'escalade nouveaux parcours randotyrolienne autour du lac terrasse snack	63 583,80 €	15 348,34 €	**- €**	5 163,50 €		15 498,00 €
21351-Installat° générales, agencements, aménagements de			***716,74 €***			**1 118,00 €**
			716,74 €			1 118,00 €
2138 Autres constructions	***3 720,00 €***	**- €**	**- €**	**21 720,00 €**		
	3 720,00 €	- €	**- €**	21 720,00 €		
2181 Installations générales agencement aménagement		**3 296,76 €**	**- €**	**2 427,60 €**		
Sanitaires		3 296,76 €	**- €**	2 427,60 €		
2182 Matériel de transport	**4 138,80 €**	**- €**	**- €**		**- €**	**- €**
Triporteur vélo électrique	4 138,80 €	- €	**- €**		**- €**	**- €**
2184 Mobilier	**- €**	**1 561,01 €**	**665,00 €**		**- €**	**- €**
		1 561,01 €	665,00 €		**- €**	**- €**
2188 Autres immo corporelles	***1 243,20 €***	**- €**	***1 374,94 €***	**2 336,36 €**	**- €**	**- €**
moteur bateau (suite vol)	1 243,20 €	- €	**665,00 €**	2 336,36 €	**- €**	**- €**

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
46-PLAN D'EAU DE SIDIAILLES	**- €**	**34 969,15 €**	**- €**	**5 191,45 €**	**- €**	**- €**
13 Subvention d'investissement (hors 138)	**- €**	***21 800,00 €***	**- €**		**- €**	
1318-Autres	- €	- €	- €		**- €**	
1311 - Etat		- €	- €		**- €**	
1312 - Région	- €	21 800,00 €	- €		**- €**	
1313 - Département	- €	- €	- €		**- €**	
1317 Europe		- €	- €		**- €**	
TVA et/ou FCTVA	**- €**	***13 169,15 €***	**- €**	**5 191,45 €**	**- €**	
	- €	13 169,15 €	- €	5 191,45 €	**- €**	

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
47-VEHICULE	**13 850,76 €**	**17 233,76 €**	**49 547,92 €**		**- €**	**- €**
2182 Matériel de transport	**13 850,76 €**	**17 233,76 €**	**49 547,92 €**		**- €**	**- €**
Véhicules électriques	13 850,76 €	17 233,76 €	49 547,92 €		- €	- €

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
47-VEHICULE	**- €**	**- €**	**52 639,86 €**		**- €**	**- €**
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***- €***	***40 701,86 €***		**- €**	**- €**
1318-Autres	- €	- €	12 000,00 €		- €	- €
1311 - Etat		- €	28 701,86 €		- €	- €
1312 - Région		- €	- €		- €	- €
1313 - Département		- €	- €		- €	- €
1317 Europe		- €	- €		- €	- €
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***- €***	***11 938,00 €***		**- €**	**- €**
	- €	- €	11 938,00 €		- €	- €

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
49-MATERIEL ET EQUIPEMENTS	**30 823,20 €**	**18 141,15 €**	**43 803,21 €**	**13 697,78 €**	**- €**	**11 849,04 €**
2051 Concessions et droits similaires	***- €***	***9 912,00 €***	***- €***	**2 964,00 €**	**- €**	**2 500,00 €**
	- €	9 912,00 €	- €	2 964,00 €	- €	2 500,04 €
21578 Matériel et outillage de voirie	***1 897,34 €***	***- €***	***- €***	**462,50 €**	**- €**	
	1 897,34 €	- €	- €	462,50 €	- €	
2158 Autres installations, matériel et outillage technique	***- €***	***- €***	***27 171,60 €***		**- €**	
		- €	27 171,60 €		- €	
217828 Autres matériels de transport	***- €***	***- €***		***4 438,84 €***	**- €**	
				4 438,84 €		
2182 Matériel de transport		**1 550,00 €**	**- €**		**- €**	
		1 550,00 €	- €		- €	
21838 Autre matériel informatique	***1 097,26 €***	***4 499,20 €***	***4 477,95 €***		**- €**	**9 349,00 €**
	1 097,26 €	4 499,20 €	***4 477,95 €***		- €	9 349,00 €
21848 Autres matériels de bureau et mobiliers				**5 527,74 €**		
				5 527,74 €		
2188 Autres immo corporelles	***27 828,60 €***	***2 179,95 €***	***12 153,66 €***	**304,70 €**	**- €**	
	27 828,60 €	2 179,95 €	*12 153,66 €*	304,70 €	- €	

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
49-MATERIEL ET EQUIPEMENT	**13 533,41 €**	**6 679,85 €**	**7 295,96 €**	**1 468,83 €**	**778,13 €**	**2 000,04 €**
13 Subvention d'investissement (hors 138)	***- €***	***1 860,00 €***	***- €***		***- €***	***- €***
1318-Autres	- €	- €	- €		- €	- €
1311 - Etat		1 860,00 €	- €		- €	- €
1312 - Région		- €	- €		- €	- €
1313 - Département		- €	- €		- €	- €
1317 Europe		- €	- €		- €	- €
TVA et/ou FCTVA	***13 533,41 €***	***4 819,85 €***	***7 295,96 €***	**1 468,83 €**	**778,13 €**	**2 000,04 €**
	13 533,41 €	4 819,85 €	7 295,96 €	1 468,83 €	778,13 €	2 000,04 €

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
52-SITE INDUSTRIEL DU CHATELET	**1 440,00 €**	**6 960,00 €**	**- €**	**29 640,00 €**	**- €**	
2031 Frais d'étude	***1 440,00 €***	***6 960,00 €***	***- €***		***- €***	
Etude développement du site Doux	1 440,00 €	6 960,00 €	- €		- €	
2313 Constructions	***- €***	***- €***	***- €***	**29 640,00 €**	***- €***	
	- €	- €	- €	29 640,00 €	- €	

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
52-SITE INDUSTRIEL DU CHATELET	**- €**	**- €**	**- €**	**2 115,41 €**	**- €**	**4 125,00 €**
FCTVA	***- €***	***- €***	***- €***	**2 115,41 €**	***- €***	**4 125,00 €**
		- €	**- €**	2 115,41 €	**- €**	4 125,00 €

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
53-R Extension réseau chaleur	**- €**	**35 116,56 €**	**- €**		**- €**	**- €**
21538 Autres Réseaux	***- €***	***35 116,56 €***	***- €***		***- €***	***- €***
	- €	35 116,56 €	- €		- €	- €

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
53- Extension réseau chaleur	**- €**	**7 700,00 €**	**8 302,85 €**		**- €**	**- €**
13 Subvention d'investissement(hors 138)	***- €***	***7 700,00 €***	***2 542,33 €***		***- €***	***- €***
1311 - Etat		- €	- €		- €	- €
1312 - Région		7 700,00 €	*2 542,33 €*		- €	- €
1313 - Département		- €	**- €**		**- €**	**- €**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
54-Piscine	**- €**	**6 936,37 €**	**- €**	***13 615,50 €***		
21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	***- €***	***3 223,20 €***	***- €***	**2 016,00 €**		
	- €	3 223,20 €	- €	2 016,00 €		
2181 Installation générale Agencement et aménagement divers				**11 599,50 €**		
				11 599,50 €		
2188-Autres immobilisations corporelles	***- €***	***3 713,17 €***	***- €***			
	- €	3 713,17 €	- €			

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
54-PISCINE	**- €**	**562,99 €**	**- €**	**2 330,27 €**	**- €**	**- €**
TVA et/ou FCTVA	***- €***	***562,99 €***	***1 106,08 €***	**2 330,27 €**	***- €***	
	- €	562,99 €	1 106,08 €	2 330,27 €	- €	

OPERATION/Dépenses	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé Budget 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
20414112 FONDS DE CONCOURS	**40 250,35 €**	**10 484,70 €**	**64 063,00 €**	**84 114,50 €**	**100 321,00 €**	**103 343,00 €**	
Fonds de concours divers		- €	- €	- €			
Subvention SDE pour installation des bornes de recharge véhicules électriques			- €	6 400,00 €			
Préveranges sanitaires publics		5 628,70 €	- €	- €			
Ainay le Vieil travaux place de l'église		- €	- €	9 800,00 €			
Chauffage église sono salle des fêtes St Hilaire		- €	8 583,00 €	- €			
Isolation phonique cantine Épineuil		1 303,00 €	- €	- €			
Reigny			18 000,00 €	- €			
Touchay salle des fêtes		- €	10 000,00 €	- €			
Toiture Musée poterie Le Chatelet		- €	10 000,00 €	- €			
Parking St Pierre les Bois		- €	5 030,00 €	- €			
Église Ids St Roch		- €	3 000,00 €	7 000,00 €			
Ardenais Mise aux normes école		- €	9 450,00 €	- €			
La Perche rénovation mur		3 553,00 €	- €	- €			
Arcomps toiture préau				7 730,00 €			
Epineuil accessibilité				- €	7 592,00 €		
Ids St Roch 2eme tranche église			- €	10 000,00 €	- €		

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Dépenses	Réalisé 2015	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé Budget 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
Faverdines aménagement devant mairie				2 215,00 €	5 168,00 €		
La Perche bloc sanitaire école				10 000,00 €	- €		
St Maur traversée du bourg				- €	10 000,00 €		
Beddes Toiture Église				- €	10 000,00 €		
St Jeanvrin toiture église				- €	- €		
Saulzais travaux mairie			- €	10 000,00 €	- €		
Préveranges accessibilité				9 511,50 €	- €		
St Priest la marche				- €	5 700,00 €		
St Pierre les bois aménagement PMR				10 000,00 €	- €		
Ineuil aménagement abord mairie				- €	- €	1 649,00 €	
Morlac travaux accessibilité				1 458,00 €	- €	3 402,00 €	
Touchay accessibilité					- €	9 950,00 €	
Châteaumeillant Revitalisation bourg					- €	10 000,00 €	
Loye rénovation bâtiment					10 000,00 €	- €	
Rezay accessibilité					5 850,00 €	- €	
Saulzais accessibilité					5 800,00 €	- €	
Ineuil place PPR					560,00 €	4 342,00 €	
Reigny travaux bat communal					- €	10 000,00 €	
Saulzais commerce et sanitaires					10 000,00 €	- €	
Reigny aménagement bourg et accessibilité					- €	10 000,00 €	
St Georges sécurisation bourgs et places PMR					10 000,00 €	- €	
Sidiailles accessibilité bâtiments communaux					7 651,00 €	- €	
Saint Saturnin Lavoir	7 700,00 €					- €	
Châteaumeillant centre des impôts	15 750,00 €					- €	
Préveranges stationnement camping car	1 800,35 €					- €	
Reigny École	15 000,00 €					- €	
Le Châtelet salle des fêtes					3 000,00 €	7 000,00 €	
Loye aménagement centre bourg phase II						10 000,00 €	
Morlac Création sanitaire mairie, salle associative						10 000,00 €	
St Hilaire Aménagement centre bourg					3 000,00 €	7 000,00 €	
Faverdines Ravalement façade Église						10 000,00 €	
Vesdun						10 000,00 €	
St Pierre les bois aménagement PMR					6 000,00 €	1 649,00 €	

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
Haut débit	**- €**	**- €**	**335 600,00 €**	**503 400,00 €**	**729 000,00 €**	**112 000,00 €**
Haut débit		- €	335 600,00 €	503 400,00 €	729 000,00 €	112 000,00 €

OPERATION/Recettes	Réalisé 2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
Haut débit	**- €**	**- €**	***1 600 000,00 €***		**- €**	**- €**
16 emprunts et dettes assimilées (hors 165)	**- €**	**- €**	1 600 000,00 €		**- €**	**- €**
	- €	- €	***1 600 000,00 €***		**- €**	**- €**

OPERATION/Dépenses	Réalisé au 20/12/2016	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	RAR 2019	Propositions nouvelles 2020
20414112 TEPCV	**- €**	**38 700,00 €**	**83 056,00 €**	**32 078,42 €**	**- €**	**- €**
TEPCV	- €	38 700,00 €	83 056,00 €	32 078,42 €	**- €**	**- €**

Le président indique que cette section d'investissement ne comprend en crédits nouveaux qu'une nouvelle opération déjà validée préalablement à savoir l'aménagement d'un cabinet médical stellite secondaire au Châtelet.
Les autres crédits permettent de financer des opérations déjà financièrement engagées.
Globalement la section se présente ainsi :

Comptes	***SECTION D'INVESTISSEMENT***	Réalisé 2019	RAR à reporter en 2020	Crédits nouveaux 2020	Total Budget 2020
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
1	**Déficit d'investissement reporté**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
20	**Immobilisation incorporelles**	**2 964,00 €**	**0,00 €**	**2 500,04 €**	**2 500,04 €**
2031	Frais d'étude	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2033	Frais d'insertion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2051	Concessions et droits similaires	2 964,00 €	0,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
204	**Subventions d'équipements versées (sauf opération)**	**635 799,42 €**	**832 343,00 €**	**162 000,00 €**	**994 343,00 €**
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national.	0,00 €	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
204132	Subv equip	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2041411	Communes membres du GFP-Biens mobiliers matériels et etudes	719,66 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2041412	Communes- Bâtiments et installations	131 679,76 €	103 343,00 €	0,00 €	103 343,00 €
2041582	Autres groupements-Bâtiments et installations	503 400,00 €	729 000,00 €	112 000,00 €	841 000,00 €
21	**Immobilisations corporelles**	**85 784,22 €**	**3 954,37 €**	**37 705,00 €**	**41 659,37 €**
2111	Terrains nus	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	5 163,50 €	0,00 €	15 498,00 €	15 498,00 €
21318	Autres bâtiments publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21321	Immeubles de rapport	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21351	Installations générales, agencements, aménagements des constructions Bâtiments publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21352	Installations générales, agencements, aménagements des constructions Bâtiments privés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2138	Autres constructions	21 720,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
215738	Autre matériel et outillage de voirie	462,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21538	Autres Réseaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2158	Autres installation matériel et outillage technique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	15 440,22 €	3 954,37 €	0,00 €	3 954,37 €
21828	Autres matériels de transport	29 064,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21838	Autre matériel informatique	0,00 €	0,00 €	9 349,00 €	9 349,00 €

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	*SECTION D'INVESTISSEMENT*	Réalisé 2019	RAR à reporter en 2020	Crédits nouveaux 2020	Total Budget 2020
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 455,46 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2188	Autres immobilisations corporelles	3 477,94 €	0,00 €	12 858,00 €	12 858,00 €
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opération)**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
23	**Immobilisations en cours (sauf opération)**	**1 544 335,11 €**	**508 167,59 €**	**347 296,00 €**	**855 463,59 €**
2313	Constructions	544 335,11 €	46 844,59 €	250 000,00 €	296 844,59 €
2317	Immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
238	Avances versées sur commandes d'immobilisation corporelles	1 000 000,00 €	461 323,00 €	97 296,00 €	558 619,00 €
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
13	**Subventions d'investissements reçues**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**150 416,36 €**	**0,00 €**	**153 203,00 €**	**153 203,00 €**
1641	Emprunts en euros	150 416,36 €	0,00 €	153 203,00 €	153 203,00 €
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
18	**Compte de liaison : affectation…**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
26	**Participations et créances rattachées à des participations**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
51	**Opération compte de tiers panneaux camping cars**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
040	**Opération d'ordre de transfert entre section**	**158 676,67 €**	**0,00 €**	**158 169,00 €**	**158 169,00 €**
13911	Etat et établissements nationaux	36 867,60 €	0,00 €	36 868,00 €	36 868,00 €
13912	Régions	54 890,89 €	0,00 €	54 891,00 €	54 891,00 €
13913	Départements	21 179,42 €	0,00 €	21 180,00 €	21 180,00 €
139171	Fonds structurels	7 314,07 €	0,00 €	7 315,00 €	7 315,00 €
13918	Autres	35 746,18 €	0,00 €	35 236,00 €	35 236,00 €
139311	Dotation d'équipement des territoires ruraux	2 678,51 €	0,00 €	2 679,00 €	2 679,00 €
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
202	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	FRAIS ETUDES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21318	Autres bâtiments publics	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**2 577 975,78 €**	**1 344 464,96 €**	**860 873,04 €**	**2 205 338,00 €**
	RECETTES D'INVESTISSEMENT				
1	**Excédent d'Investissement reporté**	**2 315 985,75 €**	**0,00 €**	**396 128,15 €**	**396 128,15 €**
13	**Subvention d'investissement**	**85 730,05 €**	**824 941,90 €**	**136 934,00 €**	**961 875,90 €**
1311	Etat et établissements nationaux	41 224,81 €	256 783,40 €	0,00 €	256 783,40 €
1312	Régions	0,00 €	281 958,50 €	120 000,00 €	401 958,50 €
1313	Départements	0,00 €	120 000,00 €	0,00 €	120 000,00 €
13173	FEADER (Europe)	0,00 €	150 900,00 €	16 934,00 €	167 834,00 €
1318	Autres	44 505,24 €	15 300,00 €	0,00 €	15 300,00 €
16	**Emprunts et dettes assimilés (hors 165)**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
204	**Subventions d'équipements versées**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**118 366,06 €**	**8 282,20 €**	**384 770,75 €**	**393 052,95 €**
10222	FCTVA	118 366,06 €	8 282,20 €	269 658,04 €	277 940,24 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00 €	0,00 €	115 112,71 €	115 112,71 €
138	**Autres subv. d'invest. non transférables**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
165	**Dépôt et cautionnement reçu**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
18	**Compte de liaison : affectations…**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
26	**Participations et créances rattachées à des participations**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
024	**Produits des cessions**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
045	**Comptabilité distincte rattachée**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
4581	Opération sous mandat Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
021	**Virement de la section de fonctionnement**	**0,00 €**	**0,00 €**	**50 000,00 €**	**50 000,00 €**
040	**Opé. d'ordre de transferts entre sections**	**454 022,07 €**	**0,00 €**	**404 281,00 €**	**404 281,00 €**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	*SECTION D'INVESTISSEMENT*	Réalisé 2019	RAR à reporter en 2020	Crédits nouveaux 2020	Total Budget 2020
2802	Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadastre	1 193,27 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28031	Frais d'étude	3 715,06 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2804132	Départements-Bâtiments et installations	279,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	9 553,20 €	0,00 €	8 457,00 €	8 457,00 €
28041412	Bâtiments et installations	44 750,10 €	0,00 €	25 068,00 €	25 068,00 €
28041582	Autres groupements- Bâtiments et installations	68 400,00 €	0,00 €	22 800,00 €	22 800,00 €
28051	Concessions et droits similaires	4 956,00 €	0,00 €	1 482,00 €	1 482,00 €
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	159,25 €	0,00 €	160,00 €	160,00 €
28128	Autres agencements et aménagements de terrains	29 172,21 €	0,00 €	29 515,00 €	29 515,00 €
281318	Autres bâtiments publics	134 473,94 €	0,00 €	159 527,00 €	159 527,00 €
281321	Immeubles de rapport	9 413,30 €	0,00 €	14 121,00 €	14 121,00 €
28135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	4 909,42 €	0,00 €	5 057,00 €	5 057,00 €
28138	Autres constructions	39 111,46 €	0,00 €	57 839,00 €	57 839,00 €
281538	Autres réseaux	2 341,10 €	0,00 €	1 755,00 €	1 755,00 €
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 571,23 €	0,00 €	1 678,00 €	1 678,00 €
28158	Autres installations, matériel et outillage technique	0,00 €	0,00 €	2 926,00 €	2 926,00 €
281732	Immeubles de rapport	8 685,77 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
281738	Autres constructions	572,73 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	6 424,91 €	0,00 €	7 452,00 €	7 452,00 €
28182	Matériel de transport	17 264,24 €	0,00 €	24 514,00 €	24 514,00 €
281848	Matériel de bureau et matériel informatique	12 306,05 €	0,00 €	6 409,00 €	6 409,00 €
28184	Mobilier	14 621,25 €	0,00 €	15 861,00 €	15 861,00 €
28188	Autres immobilisations corporelles	40 148,58 €	0,00 €	19 660,00 €	19 660,00 €
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
2317	Immobilisation corporelles reçues au titre d'une mise à disposition	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2031	Frais études	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2033	Frais d'insertion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2313	Constructions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**2 974 103,93 €**	**833 224,10 €**	**1 372 113,90 €**	**2 205 338,00 €**
	Excédent ou déficit	**396 128,15 €**	**-511 240,86 €**	**511 240,86 €**	**0,00 €**

1.3 LE VOTE DES PRODUITS ET TAUX D'IMPOSITION 2020

Il a été proposé au conseil de maintenir les taux votés l'année précédente afin **de ne pas augmenter la pression fiscale du contribuable.**

L'assemblée, après été informée de l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2020 (Etat 1259), décide, à l'unanimité, de maintenir les taux à leur niveau, tels qu'indiqués dans le tableau ci-après pour un produit total attendu de 1 985 995 €.

	Bases prévisionnelles 2020	Taux %	Produits en euros
Taxe d'habitation	11 822 000 €	9,54	1 127 819 €
Taxe Foncière Bâti	9 574 000 €	1,85	177 119 €
Taxe Foncière Non Bâti	2 229 000 €	6,68	148 897 €
CFE	2 168 000 €	24,50	531 160 €
Total	25 793 000 €		1 985 995 €

A ce montant se rajoute la somme de 8 152 € au titre du produit de la taxe additionnelle FNB.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

1.4 TARIFS POUR LE CENTRE DE LOISIRS

Il a été proposé de voter les tarifs appliqués au centre de loisirs pour 2020 et qui sont identiques à ceux de 2019.

Quotient familial sup à 586 :
Demi-journée : 4 €
Journée : 5 €

Quotient familial inf. à 586 :
Demi-journée : 2 €
journée : 3 €

Quotient familial inf. à 340 :
Demi-journée : 1 €
Journée : 2 €

1.5 TARIFS POUR LA PISCINE

Il est proposé de voter les tarifs appliqués pour 2019.

- ✓ **Adultes 3 € - Carte 10 entrées 25 €**
- ✓ **Enfants 2.50 € - Carte 10 entrées 20 €**
- ✓ **Aquagym – Cours de natation – Activités diverses 2 €**
- ✓ **Gratuit pour les enfants de moins de 4 ans**
- ✓ **Consommations :**
  - **Boissons 2 €**
  - **Glaces 1 € 1,50 € et 2 €**

Il est proposé également :

- ✓ **De reconduire le contrat de maintenance avec VEOLIA**
- ✓ **De l'ouverture des postes saisonniers nécessaires pour la saison 2020 :**
  - **1 surveillant de baignade titulaire du BNSSA**
  - **1 maitre-nageur diplômé d'état (BESAN)**

Le Conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de maintenir les tarifs proposés au titre des centres de loisirs et de la piscine.

1.6 ADHÉSIONS ASSOCIATIONS

Le conseil communautaire a décidé, à l'unanimité, de renouveler les adhésions et les cotisations suivantes :

- **Association des maires du Cher pour 100 €.**
- **Association des maires de France pour 560 €.**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

- **Amorce pour un montant de 345 €.**
- **ADCF pour un montant de 1 320 €**
- **Adefibois pour un montant de 200 €.**
- **Les Francas pour un montant de 185 €**
- **Association TGV pour un montant de 150 €**

Étant entendu que certains montants indiqués correspondent aux montants 2019 et devront être actualisés lorsque ces organismes auront défini leurs contributions. Les crédits correspondants sont inscrits au compte 6281.

1.7 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE AU BUDGET ANNEXE DU CONTRAT CULTUREL DE TERRITOIRE

Afin d'équilibrer le budget annexe du contrat culturel du territoire le conseil communautaire décide, à l'unanimité, de verser depuis le budget principal de 113 000 €, montant qui sera imputé sur le compte « 657363 Établissement public à caractère administratif »

1.8 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE AU BUDGET ANNEXE DE L'OFFICE DE TOURISME

Afin d'équilibrer le budget annexe de l'Office de Tourisme, le conseil communautaire décide, à l'unanimité, de verser au budget annexe de l'office de tourisme, depuis le budget principal 79 000 €, somme qui sera imputée sur le compte « 657363 Établissement public à caractère administratif ».

1.9 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – CONCOURS NATIONAL CHAROLAIS

L'association Charolais Cœur de France (Association des éleveurs du Cher et de l'Indre) organise du 3 au 5 septembre 2020 le Concours National Charolais sur le site du Pôle du Cheval et de l'Âne.
Ce concours national va permettre de mettre en valeur les éleveurs et défendre l'excellence de la viande charolaise. Cette manifestation est également un atout économique non négligeable pour le secteur.
Afin d'appuyer leur démarche, l'association sollicite un partenariat financier de la Communauté de communes.
Les membres du bureau communautaire proposent la somme de 4 000 €.

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité, d'accorder une subvention de 4 000 € à l'association Charolais Cœur de France.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

1.10 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION – CONCOURS NATIONAL CHAROLAIS

Conformément à la convention d'objectifs passée avec l'association Les Barbouillauds et renouvelée pour une période de 5 ans (2017-2021), il convient de verser l'aide au titre de l'année 2020 et selon les modalités de versement stipulées dans la convention, à savoir 50 000 € par site.

Le conseil communautaire autorise, à l'unanimité, le versement de l'aide au titre de l'année 2020 à l'association gestionnaire des micro-crèches de Préveranges et Culan, conformément aux dispositions de la convention d'objectifs.

1.11 VOTE DU BUDGET

Après cette présentation détaillée de la section de fonctionnement et, par opération, de la section d'investissement, le projet de budget primitif principal est soumis au vote de l'assemblée par chapitre.

Dépenses de fonctionnement Projet budget principal 2019	Rappel Budget voté 2019	BP 2020
002 Déficit de fonctionnement reporté		9 373,08 €
011 Charges à caractère général	1 008 158 €	983 711,00 €
012 Frais de personnel	700 000 €	689 600,00 €
014 D'atténuation de produits comprenant notamment les attributions de compensation et le FNGIR	1 950 513 €	1 972 985,00 €
65 Autres charges de gestion courante	686 100 €	868 865,00 €
66 Charges financières	42 000 €	40 200,92 €
67 Charges exceptionnelles	133 300 €	25 000,00 €
022 Dépenses imprévues	330 000 €	340 000,00 €
023 Virement à la section d'investissement	175 000 €	50 000,00 €
042 Charges d'amortissement	454 023 €	404 281,00 €
TOTAL	**5 479 094 €**	**5 384 016,00 €**

Recettes de fonctionnement Projet budget principal 2019	Rappel Budget voté 2019	BP 2020
002 Report des excédents	1 753 028,04 €	1 640 701,77 €
013 Atténuations de charges	5 000 €	9 040,00 €
70 Encaissement de produits des services	20 000 €	29 998,23 €
731 Fiscalité locales	2 442 527 €	2 458 799,00 €
73 impôts et taxes	115 000,00 €	112 000,00 €
74 Dotations et subventions	925 252 €	890 128,00 €
75 Produit de gestion courante	47 809,96 €	75 180,00 €
77 Produits exceptionnels	11 800 €	0,00 €
042 Amortissement de subventions	158 677 €	158 169,00 €
TOTAL	**5 476 094 €**	**5 384 016,00 €**

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

	SECTION D'INVESTISSEMENT Projet budget principal 2019	Report 2019	Propositions nouvelles 2020	Budget 2020 total
1	Déficit d'investissement reporté	0,00 €	0,00 €	0,00 €
20	Immobilisation incorporelles	0,00 €		
204	Subventions d'équipements versées (sauf opération)	832 343,00 €	162 000,00 €	994 343,00 €
21	Immobilisations corporelles	3 954,37 €	37 705,00 €	41 659,37 €
23	Immobilisations en cours (sauf opération)	508 157,59 €	347 296,00 €	855 463,59 €
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	153 203,00 €	153 203,00 €
040	Opération d'ordre de transfert entre section	0,00 €	158 169,00 €	158 169,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**1 344 464,96**	**860 873,04**	**2 205 338,00 €**
	RECETTES D'INVESTISSEMENT Projet budget principal 2019	**Report 2019**	**Propositions nouvelles 2020**	**Budget 2020 total**
1	Excédent d'Investissement reporté		396 128,15 €	396 128,15 €
13	Subvention d'investissement	824 941,90 €	136 934,00 €	961 875,90 €
16	Emprunts et dettes assimilés (hors 165)	0,00 €		
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 282,20 €	384 770,75 €	393 052,95 €
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	0,00 €	404 281,00 €	404 281,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**833 224,10**	**1 372 113,90 €**	**2 205 338,00 €**
	Excédent ou déficit	**- 511 240,86 €**	**511 240,86 €**	

Le conseil communautaire, vote, à raison d'une abstention (Mme Lerude), le budget primitif 2020 tel que proposé.

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

2 BUDGET ANNEXE SPANC

2.1 L'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Ci-après le rappel des résultats du CA voté en février.

	Opérations de l'exercice				
Budget annexe SPANC	**DEPENSES**	**RECETTES**	**Résultats de l'exercice**	**Résultats reportés n-1**	**RESULTATS de clôture**
FONCTIONNEMENT	24 437,91 €	24 437,93 €	0,02 €	6 106,23 €	6 106,25 €
INVESTISSEMENT	- €	- €	- €	498,97 €	498,97 €
Total	**24 437,91 €**	**24 437,93 €**	**0,02 €**	**6 605,20 €**	**6 605,22 €**
Solde des restes à réaliser	- €	- €	- €		- €
Excédent net disponible					**6 605,22 €**

L'affectation des résultats découle des calculs suivants :
Affectation des résultats 2019 au BP 2020

Section d'investissement			
Résultat			
Déficit reporté 001	0,00 €	Excédent reporté (001)	498,97 €
Dépenses investissement 2019	- €	Recettes investissement 2019	- €
TOTAL	- €	**TOTAL**	498,97 €
I-Résultat d'investissement (à reprendre au compte budgétaire 001)	**498,97 €**		
Restes à Réaliser			
Dépenses	- €	Recettes	- €
II- Soldes Restes à réaliser	- €		
III-Besoin de financement (Cumul I et II)	- €		
Section de fonctionnement			
Résultat			
Déficit reporté (002)	0,00 €	Excédent reporté (002)	6 106,23 €
Dépenses fonctionnement	24 437,91 €	Recettes fonctionnement	24 437,93 €
TOTAL	**24 437,91 €**	**TOTAL**	**30 544,16 €**
IV-Résultat à affecter	**6 106,25 €**		
Affectation des résultats Proposée			
En investissement (III) A prévoir établir titre au 1068	- €		
En Fonctionnement (IV-III) A reprendre au compte budgétaire 002 compte de bilan 110	**6 106,25 €**		

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité, de reprendre les résultats de 2019 comme suit :

- **6 106,25 € au compte 002 de la section de fonctionnement du budget primitif annexe SPANC 2020**
- **498,97 € au compte 001 de la section d'investissement du budget primitif annexe SPANC 2020**

2.2 LE BUDGET PRÉVISIONNEL 2020

Comme évoqué précédemment, le prestataire historique qui réalisait jusqu'à présent les prestations de contrôle des assainissements nous a annoncé en mars dernier qu'il cessait cette activité à compter du mois de juin 2020. C'est donc Véolia qui va prendre en charge cette prestation jusqu'à la mise en place d'une autre solution en 2021.
Pour ce budget 2020, il est proposé, en ce qui concerne les dépenses, d'inscrire un montant de **33 000 €** au compte 6226 pour couvrir les frais d'honoraires de SOLIHA et de Veolia, **500 €** de créances éteintes au compte 6542 et **500 €** de titres annulés au compte 673.
Après l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2019 (soit **6 106,25 €**) en section de fonctionnement en recettes au 002, nous proposons d'inscrire **27 893,75 €** au titre de la participation des usagers aux contrôles d'assainissement non collectif.
La section d'investissement est alimentée en recettes au compte 001 par l'excédent d'investissement reporté de 2018 soit **498,97 €** en totalité. Cela constitue la seule recette de cette section.
En dépense, nous inscrivons le même montant de **498,97 €** au compte 2183 Matériel de Bureau et matériel informatique.

Le conseil communautaire vote, à l'unanimité, le budget annexe SPANC 2020 par chapitre selon les indications précédentes récapitulées dans le tableau ci-après.

comptes		Réalisé 2019	BP 2020
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
002	**Déficit d'exploitation reporté**	**0,00 €**	**0,00 €**
011	**CHARGES A CARACTERE GENERAL**	**19 973,18 €**	**33 000,00 €**
6226	Honoraires	19 973,18 €	33 000,00 €
6288	Divers services extérieurs	0,00 €	0,00 €
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**0 €**	**500,00 €**
6542	Créances éteintes	0 €	500,00 €
658	Charges diverses de la gestion courante	0,00 €	0,00 €
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**262,76 €**	**000,00 €**
673	Titres annules (sur exercices antérieurs)	262,76 €	500,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**20 235,94 €**	**34 000,00 €**

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

comptes		Réalisé 2019	BP 2020
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
2	EXCEDENTS ANTERIEURS REPORTES	6 104,12 €	6 106,25 €
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	20 236,04 €	27 893,75 €
7062	Redevances d'assainissement non collectif	20 236,04 €	27 893,75 €
70848	aux autres organismes	0,00 €	0,00 €
70878	par d'autres redevables	0,00 €	0,00 €
042	OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	2,01 €	0,00 €
777	Quote-part des subventions d'investissement transféré	2,01 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	26 342,17 €	34 000,00 €
	DEFICIT OU EXCEDENT	6 106,23 €	0,00 €

Comptes	*SECTION D'INVESTISSEMENT*	réalisé 2019	Total BP 2020
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
21	Immobilisation corporelles	0,00 €	498,97 €
2183	Matériel de Bureau et matériel informatique	0,00 €	498,00 €
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00 €	498,97 €
	RECETTES D'INVESTISSEMENT		
1	Excédent d'Investissement reporté	498,97 €	498,97 €
23	Immobilisations en cours	0,00 €	0,00 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00 €	0,00 €
138	Autres subv. d'invest. non transférables	0,00 €	0,00 €
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00 €	0,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	498,97 €	498,97 €
	Excédent ou déficit	498,97 €	0,00 €

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

3 LE BUDGET ANNEXE DE L'OFFICE DE TOURISME

3.1 L'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Ci-après le rappel des résultats du CA voté en février.

	Opérations de l'exercice				
Budget annexe SPANC	DEPENSES	RECETTES	Résultats de l'exercice	Résultats reportés n-1	RESULTATS de clôture
FONCTIONNEMENT	115 013,39 €	81 962,14 €	-33 051,25 €	55 294,24 €	22 242,99 €
INVESTISSEMENT	69 647,72 €	40 341,97 €	-29 305,75 €	-4 118,71 €	-33 424,46 €
Total	**184 661,11 €**	**122 304,11 €**	**-62 357,00 €**	**51 175,53 €**	**-11 181,47 €**
Solde des restes à réaliser	80 371,00 €	106 785,00 €	- €	- €	26 414,00 €
Excédent net disponible					**15 232,53 €**

L'affectation des résultats découle des calculs suivants :
Affectation des résultats 2019 au BP 2020

Section d'investissement			
Résultat			
Déficit reporté 001	4 118,71 €	Excédent reporté (001)	0,00 €
Dépenses investissement 2019	69 647,72 €	Recettes investissement 2019	40 341,97 €
TOTAL	73 766,43 €	**TOTAL**	40 341,97 €
I-Résultat d'investissement (à reprendre au compte budgétaire 001)	**-33 424,46 €**		
Restes à Réaliser			
Dépenses	80 371,00 €	Recettes	106 785,00 €
II- Soldes Restes à réaliser	26 414,00 €		
III-Besoin de financement (Cumul I et II)	-7 010,46 €		
Section de fonctionnement			
Résultat			
Déficit reporté (002)	0,00 €	Excédent reporté (002)	55 294,24 €
Dépenses fonctionnement	115 013,39 €	Recettes fonctionnement	81 962,14 €
TOTAL	**115 013,39 €**	**TOTAL**	**137 256,38 €**
IV-Résultat à affecter	**22 242,99 €**		
Affectation des résultats Proposée			
En investissement (III) A prévoir établir titre au 1068	**7 010,46 €**		
En Fonctionnement (IV-III) A reprendre au compte budgétaire 002 compte de bilan 110	**15 232,53 €**		

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité, d'affecter le résultat de fonctionnement du budget annexe de l'office de tourisme de 22 242,99 € de la manière suivante :

- **7 010,46 € au compte 1068 recettes d'investissement BP 2020 et**
- **15 232,53 € au compte 002 du BP 2020 recettes de fonctionnement**

3.2 LE BUDGET PREVISIONNEL 2020

3.2.1 Section de fonctionnement

La section de fonctionnement du budget prévisionnel de l'Office de Tourisme, est équilibrée à hauteur de **116 441 €**. Le service emploie deux personnes à temps complet et gère trois sites mis à disposition par les communes de Châteaumeillant, Le Chatelet et Culan.
Elle prévoit notamment :

- Comme évoqué lors de la précédente réunion, l'attribution d'une aide de **7 000 €** à la Maison école du grand Meaulnes qui prend 2 formes : d'une part une prolongation de la prestation proposée par l'association pour la définition de visites estivales sur le territoire (2 280 € au compte 611) et d'autre part l'attribution d'une aide complémentaire de 4 720 € au compte 65742 sachant que le département et la commune se sont engagées à verser une somme identique pour soutenir cette association qui connait des difficultés financières du fait du départ à la retraite de l'une de ses agents.
- Les charges à caractère général chap. **011** permettent de couvrir essentiellement les frais de gestion des locaux ainsi que la participation aux salons de Lyon et Eguzon et l'édition de publications (pas de fort tirage cette année puisque les guides hébergement et restauration ne seront renouvelés que l'an prochain)
- Au chapitre **012** sont inscrites les dépenses de rémunération du personnel (**68 950 €**)
- Au chapitre **65** outre l'aide déjà évoquée pour la MEGM sont inscrites :
    - une subvention de **1 400 €** pour l'association « Sur les Pas des Maitres Sonneurs » pour notre participation au projet d'édition de randofiches. – nous nous étions précédemment engagé en 2018 sur une demande de subvention d'un projet de RandoMobile -application numérique- pour un montant de 2 158,66 € *(16 784,64€ projet global – 8 150 € part de la Région = 8 634,64 € /20 communes x 5 communes en Berry Grand Sud).* Subvention accordée en Conseil Communautaire en décembre 2018. (Délibération No 2018 12 102). Le 12 mars dernier, nous avons reçu un courrier de l'association, sollicitant une subvention de la part de la Communauté de Communes Berry Grand Sud au titre de la création de randofiches *(numériques et papier à télécharger sur www.monqr.fr).* Le montant concernant le territoire Berry Grand Sud *(5 communes : Châteaumeillant, St Saturnin, Préveranges, St Priest, Sidiailles)* est de 1 355,44 €.

  - et notre participation 2019/2020 pour l'Indre à vélo (6 520 €)
- Au compte 73 le reversement de la part départementale de la taxe de séjour pour un montant évalué à **1 116 €.**
- Enfin au **042** la dotation aux amortissements représente **5 925 €**.

Les recettes sont constituées pour l'essentiel :

- De la participation du budget général à hauteur de **79 000 €**
- D'une aide du programme LEADER de **4 956 €**
- Une subvention du Conseil Départemental de **8 000 €**
- Du produit de la taxe de séjour pour laquelle il convient de noter que cette année 2020, marquée par la COVID-19, les hébergements ayant été fermés pendant 2,5 mois et estimant que les 7 prochains mois ne seront remplis qu'à 60% de ce qu'ils ont pu être l'an passé, le produit de la Taxe de Séjour est estimé à **6 137 €.**
- De l'excédent antérieur pour **15 232,53 €**
- **2 983 €** issus du produit de la vente des produits locaux.

3.2.1.1 Taxe de séjour

Dans le projet de loi de finance rectificative du 10 juin 2020, Le Gouvernement a fait des annonces relatives à la taxe de séjour dans le cadre de la présentation du « Plan Tourisme » et du « Plan Collectivités Territoriales ».

Dans ce cadre, les EPCI peuvent décider d'exonérer temporairement tous les redevables de la taxe de séjour. Pour ce faire, une délibération devrait être prise avant le 30 juin 2020 pour une mise en application du 6 juillet au 31 décembre.

Notre choix est de ne pas procéder à cette exonération pour les raisons suivantes :

1. En Berry Grand Sud, le principe adopté est la Taxe de Séjour au réel, payée par les « hébergés » (contrairement à la Taxe de Séjour au forfait, payée par les hébergeurs). Une exonération ne serait donc pas un geste de soutien vers les prestataires touristiques hébergeurs qui ne font que la collecter auprès des touristes et ne la payent pas directement.
2. Les montants ou le taux de cette taxe, votés en Conseil Communautaire, ne sont pas excessifs (de 0,22€ à 0,55 € par personne et pas nuit et 3%) au point de freiner les réservations de la part des clients.
3. De nombreux prestataires louent leur hébergement via des plateformes de réservation (Booking, Airbnb, Le Bon Coin ….) qui collectent elles-mêmes la taxe de séjour, au moment de la réservation, pour le compte de Berry Grand Sud. Or les réservations précédemment ou actuellement effectuées sur ces plateformes n'ont pas pu, ou ne peuvent pas encore, tenir compte de cette éventuelle exonération (réservations faites avant le 30 juin, pour un séjour

après le 6 juillet ….). Ce qui, si un changement devait s'opérer, compliquerait les reversements de la taxe le moment venu (fin du second semestre 2020).

4. Enfin, nous prévoyons déjà 4 000 € (estimés) de perte sur la ligne budgétaire « Taxe de Séjour » pour notre Office de Tourisme, dus à la fermeture des hébergements au 1er semestre et à remplissage estimé à 60% de ce qu'il pourrait être lors du 2nd semestre.
5. Une dotation aux EPCI est prévue pour faire face aux pertes de certaines recettes fiscales liées aux conséquences économiques de l'épidémie de covid-19. Sont exclues les pertes de recettes ayant pour origine une mesure d'exonération, au titre de l'année 2020 mise en œuvre sur délibération de l'EPCI concerné.

3.2.2 La section d'investissement

En section d'investissement figure le projet de création de la véloroute de St jacques pour lequel nous assumons le rôle de mandataire avec un mécanisme complexe de paiement global de perception des subventions et leur reversement aux autres collectivités pour le compte desquelles nous agissons comme mandataire (pour mémoire cette étude de maitrise d'œuvre de la route St Jacques à Vélo est inscrite en **Reste à Réaliser** pour **6 693 €** au chapitre **20**, et **72 608 €** au chap **45**.
Le projet de budget 2020 comprend en crédits nouveaux :

- L'acquisition de mobilier/matériel et l'agencement de bureaux pour **5 425 €** (dont **800 €** de report)
- Le financement du déficit reporté de **33 424 €**.

Les recettes seront assurées par :

- Le prélèvement sur l'excédent de fonctionnement pour **7 010 €**
- L'aide du programme LEADER du Pays Berry St Amandois pour l'étude véloroute et le balisage des sentiers de randonnées à hauteur de **32 877 €** (dont 34 177 crédits reportés et **– 1 300 €** pour ajuster le montant de l'aide prévisionnelle qui sera légèrement moindre que prévue)
- La participation des partenaires au projet de véloroute pour **72 608 €**
- **5 925 €** d'opération d'ordre.

Soit une section équilibrée à hauteur de **118 421 €**.

Le Conseil communautaire vote, à l'unanimité, le budget primitif annexe 2020 de l'Office de Tourisme tel que proposé.

Section de fonctionnement

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes		Réalisé 2019	Budget Prévisionnel 2020
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
002	**Déficit de fonctionnement reporté**	**- €**	**- €**
011	**CHARGES A CARACTERE GENERAL**	**45 379,15 €**	**26 720,00 €**
60611	Eau et assainissement	251,64 €	300,00 €
60612	Energie électricité	3 100,93 €	3 100,00 €
60621	Combustible	423,00 €	420,00 €
60622	Carburants	0,00 €	0,00 €
60631	Achat non stockes fournitures entretien	0,00 €	50,00 €
60632	Fournitures petit équipement	0,00 €	0,00 €
60633	Fournitures de voirie	0,00 €	0,00 €
60636	Vêtements de travail	0,00 €	0,00 €
6064	Fournitures administratives	382,84 €	500,00 €
6068	Autres matières et fournitures	788,32 €	2 500,00 €
611	Contrats de prestations de services	17 459,00 €	3 780,00 €
61358	Autres locations mobilières	1 143,99 €	2 430,00 €
615221	Entretien et réparations bâtiments publics	0,00 €	1 500,00 €
6156	Maintenance	347,36 €	1 432,00 €
6182	Documentation générale et technique	671,50 €	350,00 €
6184	Versement a des organismes de ……	0,00 €	500,00 €
6185	Frais de colloque et de séminaire	850,00 €	1 000,00 €
6188	Autres frais divers	0,00 €	498,00 €
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	110,04 €	120,00 €
6231	Annonces et insertions	0,00 €	0,00 €
6232	Fêtes et cérémonies	317,19 €	400,00 €
6238	Publicité, publications, relations publiques-divers	14 407,12 €	570,00 €
6247	Transports collectifs	0,00 €	0,00 €
6251	Voyages et déplacements	1 682,35 €	2 500,00 €
6256	Missions	0,00 €	0,00 €
6261	Frais d'affranchissement	220,19 €	300,00 €
6262	Frais de télécommunication	2 254,46 €	2 370,00 €
6281	Concours divers (cotisations…)	666,94 €	800,00 €
6284	Redevances pour services rendus	302,28 €	400,00 €
62875	Aux communes membres du gfp	0,00 €	900,00 €
012	**CHARGES DE PERSONNELS ET FRAIS ASSIMILES**	**67 549,56 €**	**68 950,00 €**
6215	Personnel affecte par la collectivité (agent technique)	0,00 €	0,00 €
6332	Cotisations versées au FNAL	43,50 €	100,00 €
6336	Cotisations CNFPT et centre de gestion	956,04 €	1 100,00 €
6338	Autres impôts, taxes et versements assimiles	130,38 €	150,00 €
64111	Rémunération principale	33 894,24 €	44 000,00 €
64112	NBI, supplément familial de traitement et indemnités	0,00 €	0,00 €
64118	Autres indemnités	0,00 €	0,00 €
64131	Rémunérations	11 748,56 €	0,00 €
64138	Autres indemnités	0,00 €	0,00 €
64168	Autres emplois d'insertion	0,00 €	0,00 €
6451	Cotisation à l'URSSAF	8 276,15 €	10 000,00 €
6453	Cotisations aux caisses de retraite	10 460,47 €	11 000,00 €
6454	Cotisations aux ASSEDIC	473,20 €	800,00 €
6456	Versement au FNC du supplément familial	0,00 €	0,00 €
6478	Autres charges sociales diverses	1 567,02 €	1 800,00 €
6488	Autres charges (tickets restaurant)	0,00 €	0,00 €
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**0,00 €**	**13 730,00 €**
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs	0,00 €	130,00 €
65315	Formation	0,00 €	600,00 €
65548	Autres contributions	0,00 €	0,00 €
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSO ET AUTRES	0,00 €	13 000,00 €
65748	*Autres personnes de droit privé*	*0,00 €*	*13 000,00 €*
73	**Impots et taxes**	**793,60 €**	**1 116,00 €**
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	793,60 €	1 116,00 €

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes		Réalisé 2019	Budget Prévisionnel 2020
023	**VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT**	**0,00 €**	**0,00 €**
042	**OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS**	**1 291,08 €**	**5 925,00 €**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorpor.	1 291,08 €	5 925,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**115 013,39 €**	**116 441,00 €**
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
013	**ATTENUATION DE CHARGES**	**710,00 €**	**0,00 €**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	710,00 €	0,00 €
70	**PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**3 742,00 €**	**2 983,47 €**
7088	Autres produits d'activités	3 742,00 €	2 983,47 €
73	**IMPOTS ET TAXES**	**8 287,32 €**	**6 137,00 €**
731721	Taxe séjour	8 287,32 €	6 137,00 €
74	**DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**	**69 222,82 €**	**92 088,00 €**
744	FCTVA	179,49 €	0,00 €
7471	Etat (DRAC)	0,00 €	0,00 €
7472	Région	0,00 €	0,00 €
7473	Départements	2 000,00 €	8 000,00 €
74771	Europe (Leader +)	0,00 €	4 956,00 €
74758	Autres groupements de collectivités	67 000,00 €	79 000,00 €
74788	Autres Organismes	43,33 €	132,00 €
75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**0,00 €**	**0,00 €**
758	Produits divers de gestion courante	0,00 €	0,00 €
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**0,00 €**	**0,00 €**
7713	Libéralité reçues	0,00 €	0,00 €
7788	Produits exceptionnels divers	0,00 €	0,00 €
042	**OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS**	**0,00 €**	**0,00 €**
777	Quote-part des subventions d'investissement transféré	0,00 €	0,00 €
002	**EXCEDENTS ANTERIEURS REPORTES**	**55 294,24 €**	**15 232,53 €**
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**137 256,38 €**	**116 441,00 €**
	DEFICIT OU EXCEDENT	**22 242,99 €**	**0,00 €**

Section d'Investissement :

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	*SECTION D'INVESTISSEMENT*	Réalisé 2019	**RAR 2019**	**Propositions nouvelles 2020**	**Total Budget Prévisionnel 2020**
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
1	**Déficit d'investissement reporté**	**4 118,71 €**	**0,00 €**	**33 424,46 €**	**33 424,46 €**
20	**Immobilisation incorporelles**	**4 754,73 €**	**6 963,00 €**	**0,00 €**	**6 963,00 €**
2031	Frais d'étude	4 646,73 €	6 963,00 €	0,00 €	6 963,00 €
2033	Frais d'insertion	108,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2051	concessions et droits similaires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21	**Immobilisation corporelles**	**44 147,72 €**	**800,00 €**	**4 625,54 €**	**5 425,54 €**
2128	Autre agencement et aménagement	42 389,48 €	0,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €
2181	Installations générales, agencement et aménagement divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21838	Autre matériel informatique	0,00 €	400,00 €	1 600,00 €	2 000,00 €
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 758,24 €	400,00 €	1 925,54 €	2 325,54 €
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
275	Caution	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
020	**Dépenses imprévues**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
040	**Opération d'ordre de transfert entre section**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
13912	Amortissement sur subvention Région	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13913	Amortissement sur subvention Département	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
45	**COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE**	**20 745,27 €**	**72 608,00 €**	**0,00 €**	**72 608,00 €**
4581	Opérations sous mandat Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
458101	Vélo routes	20 745,27 €	72 608,00 €	0,00 €	72 608,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**73 766,43 €**	**80 371,00 €**	**38 050,00 €**	**118 421,00 €**
	RECETTES D'INVESTISSEMENT				
001	**Excédent d'Investissement reporté**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**18 305,62 €**	**0,00 €**	**7 010,46 €**	**7 010,46 €**
10222	FCTVA	5 205,91 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	13 099,71 €	0,00 €	7 010,46 €	7 010,46 €
13	**Subvention d'investissement**	**0,00 €**	**34 177,00 €**	**-1 299,46 €**	**32 877,54 €**
1311	Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1312	Régions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1313	Départements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13178	Budgets communautaires	0,00 €	34 177,00 €	-1 299,46 €	32 877,54 €
1318	Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
021	**Virement de la section de fonctionnement**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
040	**Opé. d'ordre de transferts entre sections**	**1 291,08 €**	**0,00 €**	**5 925,00 €**	**5 925,00 €**
28128	Autres agencement et aménagement de terrain	104,27 €	0,00 €	2 930,00 €	2 930,00 €
281838	Matériel de bureau et matériel informatique	580,20 €	0,00 €	290,00 €	290,00 €
281848	Mobilier	473,91 €	0,00 €	306,00 €	306,00 €
28188	Matériel divers	132,70 €	0,00 €	22,00 €	22,00 €
28031		0,00 €	0,00 €	2 323,00 €	2 323,00 €
28033		0,00 €	0,00 €	54,00 €	54,00 €
28051	Concessions et droits similaires	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
041	**Opérations patrimoniales**		**0,00 €**	**0,00 €**	0,00 €
45	**COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE**	**20 745,27 €**	**72 608,00 €**	**0,00 €**	**72 608,00 €**
4582	Opérations sous mandat Dépenses	20 745,27 €	72 608,00 €	0,00 €	72 608,00 €
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**40 341,97 €**	**106 785,00 €**	**11 636,00 €**	**118 421,00 €**
	DEFICIT OU EXCEDENT	**- 33 424,46 €**	**26 414,00 €**	**-26 414,00 €**	**0,00 €**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

4 LE BUDGET ANNEXE DU CONTRAT CULTUREL

Ce budget annexe a été institué pour suivre l'exécution du contrat culturel de territoire, initié par le département du Cher et le Conseil Régional Centre Val de Loire qui le cofinancent, la plus importante part incombant à la communauté de communes Berry Grand Sud.

4.1 L'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Ci-après le rappel des résultats du CA voté en février.

	Opérations de l'exercice				
Budget principal	**DEPENSES**	**RECETTES**	**Résultats de l'exercice**	**Résultats reportés n-1**	**RESULTATS de clôture**
FONCTIONNEMENT	170 560,53 €	145 219,38 €	-25 341,15 €	34 805,16 €	9 464,01 €
INVESTISSEMENT	35 481,48 €	11 768,59 €	-23 712,89 €	34 002,20 €	10 289,31 €
Total	**206 042,01 €**	**156 987,97 €**	**-49 054,04 €**	**68 807,36 €**	**19 753,32 €**
Solde des restes à réaliser	17 520,00 €	0,00 €	- €	- €	17 520,00 €
Excédent net disponible					**2 233,32 €**

L'affectation des résultats découle des calculs suivants :
Affectation des résultats 2019 au BP 2020

Section d'investissement			
Résultat			
Déficit reporté 001	0,00 €	Excédent reporté (001)	34 002,20 €
Dépenses investissement 2019	35 481,48 €	Recettes investissement 2019	11 768,59 €
TOTAL	35 481,48 €	**TOTAL**	45 770,79 €
I-Résultat d'investissement (à reprendre au compte budgétaire 001)	**10 289,31 €**		
Restes à Réaliser			
Dépenses	17 520,00 €	Recettes	- €
II- Soldes Restes à réaliser	-17 520,00 €		
III-Besoin de financement (Cumul I et II)	-7 230,69 €		
Section de fonctionnement			
Résultat			
Déficit reporté (002)	0,00 €	Excédent reporté (002)	34 805,16 €
Dépenses fonctionnement	170 560,53 €	Recettes fonctionnement	145 219,38 €
TOTAL	**170 560,53 €**	**TOTAL**	**180 024,54 €**

IV-Résultat à affecter	**9 464,01 €**		
Affectation des résultats Proposée			
En investissement (III) A prévoir établir titre au 1068	**7 230,69 €**		
En Fonctionnement (IV-III) A reprendre au compte budgétaire 002 compte de bilan 110	**2 233,32 €**		

Le conseil communautaire décide, à l'unanimité, de reprendre l'excédent de fonctionnement 2019 de 9 464,01 € et d'affecter :

- **7 230,69 € au compte 1068 de la section d'investissement du budget primitif annexe contrat Culturel 2020**
- **2 233,32 € au compte 002 de la section de fonctionnement du budget annexe contrat Culturel 2020**

4.2 LE BUDGET PRÉVISIONNEL 2020

4.2.1 Section de fonctionnement

Le projet de budget 2020 présenté ici a été adapté en fonction de la crise que nous venons de traversée et qui a vu la programmation culturelle qui avait été approuvée en fin d'année 2019 profondément bouleversée avec nombre de spectacles annulés ou reportés sur les saisons suivantes. Cependant un travail a été fait pendant cette période pour essayer de trouver et proposer des spectacles et animations qui puissent tenir compte des conditions sanitaires dans lesquelles ces manifestations seront autorisées à se tenir. L'objectif étant de ne pas laisser un trop grand vide culturel pendant cet été et début d'automne dans un contexte d'annulation de toutes les fêtes et manifestations locales.
En termes de dépenses cela implique des frais moindres sur certains postes mais une augmentation sur la communication notamment.
Il est équilibré en section de fonctionnement à hauteur de **191 629 €.**

Il est rappelé que du fait du temps consacré à la communication institutionnelle de la communauté de communes par le coordinateur culturel, une compensation partielle de 30 % des frais de rémunération (plus charges) sera reversée depuis le budget général.

Les dépenses se répartissent ainsi :

- **79 746 €** de charges à caractère général dont **53 976 €** au titre de la programmation culturelle 2020 modifiée (voir note complémentaire)

- **83 500 €** de charges salariales pour les deux postes de permanents (le poste de Mme DESABRES bénéficie d'une subvention du conseil départemental) et de la stagiaire
- **12 114 €** au titre de subventions versées aux associations (dont 8 890 € pour le financement des écoles de musiques et 3 224 € pour des projets d'associations dans le cadre du contrat avec le Conseil Régional Centre Val de Loire PACTE)
- **9 377 €** de charges d'amortissement de biens
- **6 892 € de virement nécessaire pour équilibrer la section d'investissement**

En recettes de fonctionnement l'excédent de l'exercice précédent sera reporté pour **2 233,32 €**. La participation de la communauté de communes sera de **113 000 €** plus la participation pour la quote-part du salaire du coordinateur culturel à hauteur de **12 500 €** pour la communication.
Nous prévoyons aussi pour

- L'organisation des manifestations du contrat culturel de territoire **15 000 €** de subventions du département, **15 244 €** de la Région, la participation des spectateurs évalué à **1 186 €**
- Le poste de chargée de mission bibliothèque une aide de **15 000 €** du département

4.2.2 Section d'investissement

La section **d'investissement** va permettre de finaliser l'informatisation des bibliothèques avec l'acquisition des logiciels pour **17 520 € et du matériel pour 2 151 €. Une dépense de 17 465 € pour l'amortissement des subventions est également prévue.**
Le financement sera assuré par

- D'une part l'excédent reporté pour **10 289,31 €**
- L'excédent capitalisé pour **7 230,69 €**
- De la récupération de TVA pour **3 347 €**
- Les amortissements pour **9 377 €**
- Le virement depuis la section de fonctionnement de **6 892 €**

Soit une section d'investissement équilibrée à **37 136 €.**

Le conseil communautaire vite, à l'unanimité, le budget annexe du Contrat Culturel 2020 par chapitre tel que proposé.

Comptes	BP 2020 Contrat Culturel de Territoire	Réalisé au 31/12/2019	Budget prévisionnel 2020
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
001	**Déficit de fonctionnement reporté**	**0,00 €**	**0,00 €**
011	**CHARGES A CARACTERE GENERAL**	**75 423,42 €**	**79 746,00 €**
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	0,00 €	0,00 €
60612	ENERGIE ELECTRICITE	0,00 €	0,00 €
60621	COMBUSTIBLE	0,00 €	0,00 €
60622	CARBURANTS	117,85 €	120,00 €
60623	ALIMENTATION	43,43 €	0,00 €
60632	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT	0,00 €	0,00 €
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	0,00 €	0,00 €

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	BP 2020 Contrat Culturel de Territoire	Réalisé au 31/12/2019	Budget prévisionnel 2020
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	0,00 €	0,00 €
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 462,10 €	1 000,00 €
6065	LIVRES DISQUES CASSETTES	150,00 €	0,00 €
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	659,30 €	1 800,00 €
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	34 917,61 €	40 500,00 €
61358	LOCATIONS MOBILIERES	735,00 €	1 000,00 €
615221	ENTRETIEN REPARATION BATIMENTS PUBLICS	1 749,04 €	0,00 €
6156	MAINTENANCE	0,00 €	0,00 €
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE ET ACQUISITION DONNEES ERDF	118,00 €	200,00 €
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	20 749,47 €	10 000,00 €
6225	Indemnité au comptable et aux régisseurs	109,92 €	110,00 €
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	0,00 €	0,00 €
6232	FETES ET CEREMONIES	147,80 €	0,00 €
6238	PUBLICATIONS	7 388,42 €	15 000,00 €
6247	Transport collectif du personnel	0,00 €	500,00 €
6248	TRANSPORTS de biens et transports COLLECTIFS Divers	1 198,00 €	1 000,00 €
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	3 839,71 €	2 000,00 €
6256	MISSIONS	0,00 €	0,00 €
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	1 582,90 €	3 000,00 €
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	454,87 €	316,00 €
6284	REDEVANCES POUR SERVICES RENDUS	0,00 €	0,00 €
6288	Services extérieurs	0,00 €	3 200,00 €
012	**CHARGES DE PERSONNELS ET FRAIS ASSIMILES**	**75 337,38 €**	**83 500,00 €**
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE	0,00 €	0,00 €
6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	53,07 €	60,00 €
6336	COTISATIONS CNFPT ET CENTRE DE GESTION	477,38 €	490,00 €
6338	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	159,15 €	160,00 €
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	0,00 €	0,00 €
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITES	0,00 €	0,00 €
64118	AUTRES INDEMNITES	0,00 €	0,00 €
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	52 793,14 €	55 000,00 €
64138	AUTRES INDEMNITES	26,28 €	40,00 €
64168	AUTRES EMPLOIS D'INSERTION	0,00 €	0,00 €
6451	COTISATION A L'URSSAF	16 486,18 €	18 900,00 €
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	2 228,17 €	2 500,00 €
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	2 149,28 €	2 350,00 €
6456	VERSEMENT AU FNC DU SUPPLEMENT FAMILIAL	0,00 €	0,00 €
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00 €	0,00 €
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	964,73 €	1 000,00 €
648	AUTRES CHARGES	0,00 €	3 000,00 €
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**18 266,35 €**	**12 114,00 €**
651	Redevances pour concessions, brevets, licence	360,00 €	0,00 €
6535	Formation	190,00 €	0,00 €
65748	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX personnes de droit privé	*17 715,00 €*	*12 114,00 €*
	Dont subvention école de Musique MBM et AMP	16 390,00 €	8 890,00 €
	Dont subvention autres associations	1 325,00 €	3 224,00 €
6588	Autres	1,35 €	0,00 €
023	**VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT**	**0,00 €**	**6 892,00 €**
042	**OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS**	**1 533,38 €**	**9 377,00 €**
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPOR.	1 533,38 €	9 377,00 €
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**170 560,53 €**	**191 629,00 €**
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
013	**ATTENUATION DE CHARGES**	**12 477,25 €**	**12 500,00 €**
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	12 477,25 €	12 500,00 €
74	**DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**	**126 828,42 €**	**158 244,00 €**
7471	Etat (DRAC)	0,00 €	0,00 €
7472	Région	20 528,42 €	15 244,00 €
7473	Départements	21 500,00 €	30 000,00 €

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Comptes	BP 2020 Contrat Culturel de Territoire	Réalisé au 31/12/2019	Budget prévisionnel 2020
74758	Autres groupements de collectivités	84 800,00 €	113 000,00 €
7478	Autres organismes	0,00 €	0,00 €
75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**5 913,71 €**	**1 186,68 €**
75888	Produits divers de gestion courante	5 913,71 €	1 186,68 €
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**0,00 €**	**0,00 €**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00 €	0,00 €
042	**OPE. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS**	**0,00 €**	**17 465,00 €**
777	Quote-part des subventions d'investissement transféré	0,00 €	17 465,00 €
002	**EXCEDENTS ANTERIEURS REPORTES**	**34 805,16 €**	**2 233,32 €**
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**180 024,54 €**	**191 629,00 €**
	DEFICIT OU EXCEDENT	**9 464,01 €**	**0,00 €**

Comptes	*BP 2020 Contrat culturel de territoire SECTION D'INVESTISSEMENT*	total CA 2019	RAR 2019	Dépenses ou recettes nouvelles 2020	TOTAL BP 2020
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
20	**Immobilisation incorporelles**	**0,00 €**	**17 520,00 €**	**0,00 €**	**17 520,00 €**
2031	Frais d'étude	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2033	Frais d'insertion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2051	concessions et droits similaires	0,00 €	17 520,00 €	0,00 €	17 520,00 €
21	**Immobilisation corporelles**	**35 481,48 €**	**0,00 €**	**2 151,00 €**	**2 151,00 €**
2183	Matériel de Bureau et matériel informatique	35 121,60 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2182	Matériel de transport	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
21848	Mobilier	0,00 €	0,00 €	451,00 €	451,00 €
2188	Autres immobilisations corporelles	359,88 €	0,00 €	1 700,00 €	1 700,00 €
275	Caution	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
020	**Dépenses imprévues**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
040	**Opération d'ordre de transfert entre section**	**0,00 €**	**0,00 €**	**17 465,00 €**	**17 465,00 €**
13912	Amortissement sur subvention Région	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
13913	Amortissement sur subvention Département	0,00 €	0,00 €	17 465,00 €	17 465,00 €
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**35 481,48 €**	**17 520,00 €**	**19 616,00 €**	**37 136,00 €**
	RECETTES D'INVESTISSEMENT				
001	**Excédent d'Investissement reporté**	**34 002,20 €**	**0,00 €**	**10 289,31 €**	**10 289,31 €**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**235,21 €**	**0,00 €**	**10 577,69 €**	**10 577,69 €**
10222	FCTVA	235,21 €	0,00 €	3 347,00 €	3 347,00 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00 €	0,00 €	7 230,69 €	7 230,69 €
13	**Subvention d'investissement**	**10 000,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
1313	Médiathèque dpt	10 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1311	Etat/drac	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
1318	CNL	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
021	**Virement de la section de fonctionnement**	**0,00 €**	**0,00 €**	**6 892,00 €**	**6 892,00 €**
040	**Opé. d'ordre de transferts entre sections**	**1 533,38 €**	**0,00 €**	**9 377,00 €**	**9 377,00 €**
28031	Frais d'étude	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
281838	Matériel de bureau et matériel informatique	232,00 €	0,00 €	7 800,00 €	7 800,00 €
28188	Matériel divers	1 301,38 €	0,00 €	910,00 €	910,00 €
28051	Concessions et droits similaires	0,00 €	0,00 €	667,00 €	667,00 €
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**45 770,79 €**	**0,00 €**	**37 136,00 €**	**37 136,00 €**
	DEFICIT OU EXCEDENT	**10 289,31 €**	**-17 520,00 €**	**17 520,00 €**	**0,00 €**

6 Grande Rue – 18170 Le Châtelet ☎ : 02 48 56 37 92
contact@cdc-berry-grand-sud.fr / www.cdc-berry-grand-sud.fr

Opération de revitalisation de centre bourg et de développement du territoire (valant OPAH)

de CHÂTEAUMEILLANT

Avenant n°2

Le présent avenant est établi :

Entre

La commune de Châteaumeillant, maître d'ouvrage de l'opération de revitalisation de centre bourg, représentée par Monsieur Patrick SOMAVILLA président de la délégation spéciale mise en place par l'arrêté préfectoral n°2020-0022 du 10 janvier 2020.

La Communauté de Communes Berry Grand Sud, en charge du projet de développement territorial, représentée par son président, Monsieur Jean-Luc BRAHITI

L'État, représenté par Monsieur Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du département du Cher,

l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par Monsieur Jean Christophe BOUVIER, délégué de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu la convention d'opération de revitalisation du centre bourg et de développement du territoire (valant OPAH) signée le 26 septembre 2017,

Vu l'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation du 6 mars 2020,

Vu l'avis favorable du délégué de l'Anah dans la Région du 29 avril 2020,

Préambule :

Cet avenant est consécutif et est un préalable à la mise en place de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH) du Pays Berry Saint-Amandois.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 Date de clôture

La date de démarrage de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat du Pays Berry Saint-Amandois est prévue le 1er juin 2020, de fait la présente convention prendra fin le 31 mai 2020.

Article 2 Objectifs actualisés de l'opération.

Les objectifs quantitatifs pour la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé portent sur 11 logements et sont actualisés selon le détail suivant :

	Centre-bourg de Châteaumeillant	Reste du territoire	**TOTAL**
Traitement insalubrité (PO)	3	3	**6**
Accession dans l'ancien dégradé	2	0	**2**
Amélioration des logements vacants dégradés (PB)	3	0	**3**
TOTAL	**8**	**3**	**11**

Les objectifs quantitatifs pour la lutte contre la précarité énergétique portent sur 35 logements et sont actualisés selon le détail suivant :

	Centre-bourg de Châteaumeillant	Reste du territoire	**TOTAL**
Amélioration Performance Énergétique (PO)	26	6	**32**
Amélioration Performance Énergétique (PB)	3	0	**3**
TOTAL	**29**	**6**	**35**

L'ensemble de ces objectifs est fongible sur l'ensemble du territoire.

Article 3 Financements actualisés de l'opération

3 – 1 Financement de l'Anah

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de **417 342 €,** selon l'échéancier suivant :

	Année 1	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**	**Année 6**	**Total**
AE prévisionnelles	149 500 €	153 875 €	113 967 €	0 €	0 €	0 €	417 342 €
dont aides aux travaux	134 400 €	138 400 €	103 400 €	0 €	0 €	0 €	376 200 €
dont aides à l'ingénierie	15 100 €	15 475 €	10 567 €	0 €	0 €	0 €	41 142 €
dont RHI-THIRORI	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Etat et de l'Anah au titre du programme « Habiter Mieux » pour l'opération sont de **71 565 €,** selon l'échéancier suivant :

PO et PB	**Année 1**	**Année 2**	**Année 3**	**Année 4**	**Année 5**	**Année 6**	**Total**
AE prévisionnelles	24 170 €	28 504 €	18 891 €	0 €	0 €	0 €	71 565 €
Primes « travaux »	20 000 €	23 500 €	16 667 €	0 €	0 €	0 €	60 167 €
Primes « ingénierie »	4 170 €	5 004 €	2 224 €	0 €	0 €	0 €	11 398 €

3 – 2 Financements des maîtres d'ouvrage

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la commune de Châteaumeillant pour l'opération (valant OPAH) sont de 46 000 €, selon l'échéancier suivant :

	2017	2018	2019	2020	**Total**
AE prévisionnels	Montant en €	Montant en €	Montant en €	Montant en €	**Montant en €**
Subv compl. Traitement insalubrité PO	1 000	1 000	1 000	1 000	**4 000**
Aide accession dans ancien dégradé	2 000	2 000	2 000	2 000	**8 000**
Amélioration locatifs privés	1 000	1 000	1 000	1 000	**4 000**
Amélioration locatifs dégradés	1 000	1 000	1 000	1 000	**4 000**
Opération façades	6 000	6 000	7 000	7 000	**26 000**
TOTAL	**11 000**	**11 000**	**12 000**	**12 000**	**46 000**

Les montants des autorisations d'engagement de la communauté de communes Berry Grand Sud pour l'opération sont de 22 750 € selon l'échéancier suivant et sont supprimés à compter du 1er janvier 2020.

	2017	2018	2019	2020	**Total**
AE prévisionnels	Montant en €	Montant en €	Montant en €	Montant en €	**Montant en €**
Subv compl. Traitement insalubrité PO	250	250	250	0	**750**
Aide accession dans ancien dégradé	500	500	500	0	**1 500**
Amélioration locatifs privés	250	250	250	0	**750**
Amélioration locatifs dégradés	250	250	250	0	**750**
Opération façades	6 000	6 000	7 000	0	**19 000**
TOTAL	**7 250**	**7 250**	**8 250**	**0**	**22 750**

Article 4 Dispositions diverses

Toutes les autres clauses de la convention non concernées par cet avenant demeurent inchangées pour la période restant à couvrir.

Article 5 Transmission de l'avenant

L'avenant signé est transmis aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en 3 exemplaires originaux, le

Pour la commune de Châteaumeillant

Patrick SOMAVILLA, Président de la délégation spéciale

Pour la Communauté de communes Berry Grand Sud

Jean- Luc BRAHITI, Président

Pour l'État et l'Anah

Jean-Christophe BOUVIER, Préfet du Cher

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

DEPARTEMENT DU CHER

COMMUNAUTE DE COMMUNES

BERRY GRAND SUD

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

CONTROLE DU PROJET ET DE LA REALISATION DE DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF NEUFS DIAGNOSTIC D'INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EXISTANTES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **Communauté de Communes Berry Grand Sud**, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Luc BRAHITI**, Conformément à l'Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et lui conférant la capacité d'exercer par délégation l'ensemble des attributions de l'organe délibérant, à l'exception de celles mentionnées du septième au treizième alinéa de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, et désigné dans ce qui suit par l'appellation « **la Collectivité** »,

d'une part,

Et

Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux (VE-CGE), Société en Commandite par Actions dont le siège social est à PARIS (75 008), 21 rue de la Boétie, et dont l'adresse postale est 30 rue Madeleine Vionnet – Aubervilliers (93 300), immatriculée au RCS de Paris sous le N° 572 025 526, représentée par **Monsieur Jean-Philippe LABRUNA**, Directeur de développement du Territoire Beauce Sologne Berry, et désignée dans ce qui suit par « **le Prestataire** »,

d'autre part.

Il A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour rappel :

- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (cf. articles L.2224-7 à L.2224-11 du Code général des collectivités territoriales) et la mise en place obligatoire du Service Public d'Assainissement Non Collectif au plus tard au 31 décembre 2005 qui a entre autre pour mission obligatoire pour l'ensemble des dispositifs, d'en vérifier la conception et la bonne réalisation et aussi d'en vérifier périodiquement le bon fonctionnement et l'entretien (cf. Arrêté du 6 mai 1996).

Dans le cadre de ses obligations, la Collectivité demande à la Société VE-CGE de réaliser les prestations suivantes :

- La réalisation des contrôles de conception et d'implantation des dispositifs d'assainissement non collectif neufs sur l'ensemble des communes de la Collectivité ;

- La réalisation des diagnostics des dispositifs d'assainissement non collectif existants dans le cadre d'une vente immobilière sur l'ensemble des communes de la Collectivité.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE DECIDE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : PERIMETRE CONCERNE

L'ensemble des **32 communes** de la Communauté de Communes Berry Grand Sud, à savoir :

- **Ainay Le Vieil**
- **Arcomps**
- **Ardenais**
- **Beddes**
- **Celette (La)**
- **Châteaumeillant**
- **Chatelet (Le)**
- **Culan**
- **Epineuil Le Fleuriel**
- **Faverdines**
- **Ids-Saint-Roch**
- **Ineuil**
- **Loye Sur Arnon**
- **Maisonnais**
- **Morlac**
- **Perche (La)**
- **Préveranges**
- **Reigny**
- **Rezay**
- **Saint-Christophe Le Chaudry**
- **Saint-Georges De Poisieux**
- **Saint-Hilaire En Lignieres**
- **Saint-Jeanvrin**
- **Saint-Maur**
- **Saint-Pierre Les Bois**
- **Saint-Priest La Marche**
- **Saint-Saturnin**
- **Saint-Vitte**
- **Saulzais le Potier**
- **Sidiailles**
- **Touchay**
- **Vesdun**

ARTICLE 2 : PRIX

Les prix sont **indiqués dans le bordereau joint** au présent contrat.

La facturation sera fonction du **nombre réel** de diagnostic réalisé.
Cette prestation sera payée par la collectivité en **facture mensuelle**.

ARTICLE 3 : DELAI D'INTERVENTION

Les délais d'intervention sont les suivants :

1/ Contrôle de conception et implantation des ouvrages :
Dès réception et vérification du dossier complet, le Prestataire contacte le demandeur sous **3 jours ouvrés.** La prise de rendez-vous sera proposée dans les **5 jours ouvrés** qui suivent. Suite à cette visite, un compte rendu sera envoyé (par mail) sous **5 jours ouvrés.**

Cas particuliers des demandes suivantes :
Dès réception et vérification du nouveau dossier, lorsque celui-ci ne justifie pas d'un nouveau déplacement, le Prestataire enverra un compte rendu sous **5 jours ouvrés**.
Si le nouveau dossier nécessite qu'un déplacement soit réalisé, les délais sont identiques au cas général sans la vérification du dossier (soit **10 jours ouvrés**).

Cas particuliers des filières dérogatoires :
Pour les projets présentant des filières dérogatoires (micro station, filière compacte ou filière plantée) avec un rejet vers un exutoire existant (réseau pluvial, fossé à ciel ouvert, fossé busé, etc...)

le contrôle de conception avec étude de sol sera réalisé uniquement sur demande du maitre d'ouvrage. En effet, afin de pouvoir faire bénéficier le demandeur d'un tarif ne justifiant pas d'une étude de sol, nous vous proposerons un tarif spécial « Contrôle de conception et implantation sans déplacement et sans étude de sol» à la demande du pétitionnaire. Une décharge sera à renseigner par celui-ci au Prestataire. Aussi, le délai d'intervention pour ces éventuelles demandes sans déplacement serait ramené à **5 jours ouvrés.**

2/ Contrôle de bonne exécution des travaux :
Dès réception de la demande, le Prestataire contacte le demandeur sous **3 jours ouvrés** et fixe un rendez-vous dans les **3 jours ouvrés** qui suivent. Suite à cette visite, un compte rendu sera envoyé (par mail) sous **4 jours ouvrés.**

Cas particuliers des demandes suivantes :
Dès réception de la nouvelle demande, le Prestataire proposera un rendez-vous et enverra un compte rendu sous **5 jours ouvrés**.

3/ Contrôle diagnostic des installations d'assainissement individuel :
Dès réception de la demande, le Prestataire contacte le demandeur sous **3 jours ouvrés** et fixe un rendez-vous dans les **5 jours ouvrés** qui suivent. Suite à cette visite, un compte rendu sera envoyé (par mail) sous **3 jours ouvrés.**
Si la Collectivité en fait la demande, une campagne de contrôle périodique de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif sera mise en place. Dans cette démarche, une réunion spécifique sera nécessaire afin de programmer la planification des visites.

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée d'**un (1) an renouvelable deux (2) fois sans dépasser une durée maximum de trois (3) ans. Il prendra effet à la date du 1er juin 2020 ou à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.**

Fait en trois exemplaires, le Le Chatelet à le 13/05/2020

Pour la Communauté de Communes Berry Grand Sud,

Communauté de Communes Berry Grand Sud 18 CHER

Le Président,
Monsieur Jean-Luc BRAHITI

Pour Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux,
VEOLIA EAU - CIE GENERALE DES EAUX
AGENCE DU CHER
59, rue Sarrault - B.P. 80
18203 St AMAND MONTROND Cedex
Tél. 02 48 96 90 10 - Fax 02 48 96 95 43

Le Directeur du développement,
Monsieur Jean-Philippe LABRUNA

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICES

BORDEREAU DE PRIX

TYPE DE PRESTATIONS	Coût unitaire HT en €	Coût unitaire TTC en €
Installations existantes		
Diagnostic initial et vente	120,00	132,00
Contrôle périodique de bon fonctionnement	120,00	132,00
Installations neuves ou réhabilitées		
Etude de sol (Test de percolation – Méthode Porchet)	120,00	132,00
Contrôle de conception et implantation	80,00	88,00
Contrôle de conception et implantation sans déplacement et sans étude de sol (filière dérogatoire)	95,00	104,50
Contrôle conception et implantation suite modification de projet	80,00	88,00
Contrôle de bonne exécution des travaux	120,00	132,00
Contre visite de bonne exécution des travaux	80,00	88,00

Fait le 13/05/20 à Le Châtelet

Communauté de Communes Berry Grand Sud 18 CHER

VEOLIA EAU - CIE GENERALE DES EAUX
AGENCE DU CHER
59, rue Sarrault - B.P. 80
18203 St AMAND MONTROND Cedex
Tél. 02 48 96 99 11 - Fax 02 48 96 55 43

Annexe 3

CONVENTION DE PARTICIPATION AU FONDS RENAISSANCE CENTRE VAL DE LOIRE

ENTRE les soussignés :

La Région CENTRE – VAL DE LOIRE, 9 rue Saint-Pierre Lentin - CS 94117 – 45041 ORLEANS Cedex 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil régional n°20.04.01.98 du 15 mai 2020,

ci-après désignée par le terme : « **la Région** », D'UNE PART,

ET

La Communauté de communes Berry Grand Sud sise Le Châtelet 18170, 6 Grande Rue représentée par son Président, Jean-Luc BRAHITI dûment habilité par l'arrêté 2020-001 du 26 mai 2020,

ci-après désignée par le terme : « **l'Intercommunalité contributrice** », D'AUTRE PART,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-8 et L.15511-2;

VU le Dispositif d'aide régional Fonds Renaissance Centre – Val de Loire créé à destination des petites entreprises et associations régionales dans le contexte de crise sanitaire liée au COVID-19 ;

VU la délibération n°20.04.01.98 du 15 mai 2020 du Conseil Régional Centre – Val de Loire approuvant la présente convention et créant le dispositif Fonds Renaissance Centre – Val de Loire ;

VU l'ordonnance modifiée n°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid 19 ;

VU l'encadrement temporaire des aides d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, C/2020/1863, adopté par la Commission européenne le 19 mars 2020 ;

VU l'aide d'Etat n°SA.56985 (2020/N) relative au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre du COVID 19 du 20 avril 2020

VU l'arrêté 2020-001 du 26 mai 2020 de l'intercommunalité contributrice approuvant la présente convention,

CONSIDERANT l'état d'urgence sanitaire instauré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Préambule

La propagation du virus Covid-19 dans le monde amène à devoir gérer une crise sanitaire inédite dans notre pays. Cette crise impacte de plein fouet l'ensemble du tissu économique. Les difficultés sont majeures pour nos entreprises : arrêt d'activité, rupture d'approvisionnement, annulation d'évènements, baisse de réservations, report des commandes, réorganisation des modes de travail à la suite des mesures de confinement...

Si l'ensemble des entreprises de notre région est touché, les plus petites d'entre elles ne disposent toujours pas malgré tout, des moyens nécessaires pour affronter cette situation dans laquelle elles se trouvent aujourd'hui confrontées. Les secteurs du tourisme, de la restauration, du commerce, de l'artisanat sont en première ligne.

Notre économie du quotidien et de la proximité sera confrontée à de nouveaux enjeux de modes de production et de consommation, et devra pendre pleinement en compte les attentes et les besoins portés par les transitions énergétiques, écologiques et numériques.

La Région et les intercommunalités, en partenariat avec la Banque des Territoires, proposent la mise en place d'un fonds de soutien régional complémentaire au fonds national de solidarité.

Ce fonds, que nous proposons de dénommer Fonds Renaissance, doit permettre, à toutes les petites entreprises régionales, de l'entreprise indépendante à la très petite entreprise, en passant par les entreprises de l'économie sociale et solidaire, de tous type d'activité, pour tout type de besoin, d'affronter le plus efficacement possible cette situation exceptionnelle non sans conséquence sur leur trésorerie et les emplois.

Tous les contributeurs du fonds ont la volonté commune de ne laisser personne au bord du chemin en instaurant une mesure de soutien au redémarrage, simple, lisible et coordonnée, facilement mobilisable par les petites entreprises.

La présente convention a pour but de permettre aux intercommunalités qui le souhaitent, d'apporter leur contribution financière à cette mobilisation sous forme d'aide en faveur des petites entreprises et de définir les modalités de ce nouveau partenariat.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : OBJET DU PARTENARIAT

La Région Centre – Val de Loire crée un « Fonds Renaissance Centre – Val de Loire » voté par la Commission Permanente du Conseil Régional le 15 mai 2020 et dont les modalités d'intervention sont détaillées en annexe 2. Ce fonds est abondé par les participations de la Banque des Territoires et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale volontaires (EPCI) du Centre - Val de Loire. La présente convention vient fixer les règles de fonctionnement de ce fonds.

Ce fonds s'inscrit dans un principe de subsidiarité, en complément des autres dispositifs opérés par l'Etat et les collectivités territoriales.

La contribution financière des intercommunalités partenaires est mobilisée exclusivement pour l'attribution d'aides au bénéfice des acteurs de leur territoire.

Au regard du caractère d'urgence de la situation économique, sont effectifs sans attendre la signature de la présente convention :

- la mise en œuvre par la Région du Fonds Renaissance
- les décisions d'attribution prises à ce titre par la Région en faveur des bénéficiaires (quelle que soit la localisation des bénéficiaires),
- les mandatements par la Région au titre des premiers dossiers approuvés (quelle que soit la localisation des bénéficiaires).

Présentation succincte du Fonds Renaissance (cf. annexe 2)

L'objectif du Fonds Renaissance consiste, dans ce contexte de crise économique exceptionnelle, à soutenir les besoins des entreprises en finançant les investissements requis et la trésorerie nécessaire pour assurer la continuité et le **redémarrage de leur activité**. Il s'agit d'apporter une réponse aux acteurs économiques qui ne réussissent pas à mobiliser les outils d'accompagnement de l'Etat, de la Région, et le recours aux prêts bancaires, ou dont le besoin de trésorerie et d'investissement n'a pas été totalement couvert par les outils existants.

Les principales modalités du fonds sont les suivantes :

- Accompagner les **entreprises de moins de 20 salariés** de tous les secteurs d'activités (commerces, hôtellerie, restauration, tourisme, propriétaires de sites touristiques...),
- Financer sous forme d'**avance remboursable sans intérêt** ni garantie les besoins des entreprises en apportant une aide comprise entre **5 000 € et 20 000 €**,
- Soutenir, sur **présentation d'un plan de redémarrage**, à hauteur de **80 %**, les investissements d'équipement nécessaires à la sécurisation des salariés ainsi que les investissements visant à limiter l'impact économique du COVID et les besoins de trésorerie des entreprises
- Accorder **un aide additionnelle** définie par une augmentation du taux d'intervention 20 **%** si les investissements formulés par le plan de redémarrage s'inscrivent dans les objectifs de la COP Régionale.

L'information des entreprises se fera par le réseau des développeurs économiques de la région Centre – Val de Loire (EPCI, Chambres consulaires...) animé par DEV'UP.

L'instruction des dossiers de demande se fera en proximité des territoires par les sept Plateformes Initiative, avec le soutien et l'expertise des développeurs économiques présents dans les EPCI et des chambres consulaires. Des comités d'engagement départementaux seront créés pour valider les dossiers de demandes. Ils se réuniront autant que de besoin et à minima tous les quinze jours afin de garantir la réactivité nécessaire dans la réponse à apporter aux entreprises. Ils seront présidés par le Vice-président de la Région en charge de l'économie ou son représentant et réuniront les contributeurs du fonds à savoir la Banque des Territoires et les EPCI contributrices.

La gestion du fonds sera effectuée par la Région qui mettra à disposition son portail des aides en ligne et prendra les décisions d'attribution des avances aux bénéficiaires. La Région a également la responsabilité de suivre la consommation de l'enveloppe de financement disponible sur les territoires. Ainsi l'intercommunalité contributrice délègue à la Région l'attribution des aides aux entreprises au titre de ce fonds.

Aides directes de moins de 5 000 € (cf. annexe 3)

Les Etablissements publics de coopération intercommunale signataires de la présente convention et de la convention de partenariat économique avec la Région, peuvent, en outre, et à leur initiative, compléter le dispositif régional Renaissance, par l'octroi d'aides conformes aux dispositions de l'article L.1511-2 du code général des collectivités territoriales. Aussi, la Région Centre Val de Loire a modifié son cadre d'intervention « Aides en faveur des TPE » mis à disposition des EPCI, afin de compléter l'intervention d'ores et déjà mobilisable en dessous de 5 000 d'aides (cf règlement en annexe 3).

Article 2 : CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DU FONDS RENAISSANCE CENTRE - VAL DE LOIRE

2.1 - Montant des contributions

En conformité avec le Schéma Régional de Développement Economique d'Internationalisation et d'Innovation (SRDEII), face à la demande expresse de l'Intercommunalité contributrice, les Parties ont décidé de conclure la présente convention.

La Région Centre - Val de Loire et la Banque des Territoires contribuent au fonds Renaissance chacune à hauteur de 4 750 000 €, soit 9 500 000 € de « contribution socle » (soit 1,9 € / habitant).

l'Intercommunalité contributrice apporte une contribution complémentaire à hauteur de 50 000 €. Le tableau de la population est annexé à cette convention (annexe 1).

Hors volonté collective de redoter le Fonds de manière globale, aucune demande particulière d'abondement ne sera demandée à tel ou tel Partenaire.

Sachant que le fonds pourra attribuer les premières avances à compter de sa constitution et devrait rester en fonctionnement jusqu'au 30 novembre 2020 et l'avance devra être versée au plus tard le 31 décembre 2020 :

- s'il s'avère que l'intégralité de la dotation des partenaires est utilisée à une date antérieure pour le paiement des avances consenties, l'activité du fonds sera immédiatement suspendue, sauf si une décision collective de redotation était actée par l'ensemble des Partenaires ;

- réciproquement, si la dotation initiale du Fonds n'était pas utilisée dans son intégralité à la fin novembre 2020, les Partenaires confirmeront l'arrêt du Fonds qui ne pourra dès lors plus accompagner de nouveaux bénéficiaires. Dans ce cas, la quote-part de dotation non utilisée sera restituée au moment du remboursement de la contribution dans les conditions de l'article 3.

2.2 – Versement de la contribution

Cette contribution est versée en une fois et en totalité par l'intercommunalité contributrice à la Région, dans un délai d'un mois suivant la signature de la présente convention, sur le compte suivant :

RIB 30001 615 C4530000000 85

IBAN FR61 3000 1006 15C4 5300 0000 085

BIC BDFEFRPPCCT

La participation de l'intercommunalité contributrice alimentera le compte de la Région dont le produit se trouve exclusivement utilisé à la dotation du Fonds dans les conditions définies à l'article 1.

L'intercommunalité contributrice s'engage à signer la présente convention au plus tard le 15 juin 2020, et à effectuer ce versement au plus tard le 1er juillet 2020. En cas de non versement dans ce délai, la Région émettra un titre de recette à hauteur du montant visé au troisième alinéa.

2.3 – Durée de vie du fonds et remboursement de la contribution

La date prévisionnelle de fin d'engagement du Fonds (date d'octroi des avances aux bénéficiaires) est fixée au 30 novembre 2020 et l'avance devra être versée au plus tard le 31 décembre 2020. La fin théorique d'activité du Fonds est donc fixée à novembre 2024.

Au cours de la phase d'attribution et de versement des avances remboursables aux bénéficiaires du fonds, la mobilisation effective de cette contribution de l'intercommunalité contributrice est exclusivement orientée vers le soutien aux bénéficiaires immatriculés sur son territoire au moment du dépôt de la demande.

En cas de créances irrécouvrables ou décisions d'abandon de créances partiels ou total autorisées au préalable par le Comité de pilotage, le montant des avances non remboursées

par les bénéficiaires sera équitablement partagé entre les Parties, c'est-à-dire à due proportion de leurs participations financières respectives.

Au cours du premier trimestre 2025, l'intercommunalité contributrice et l'ensemble des partenaires contributeurs seront informés par la Région du montant des créances recouvrées, ainsi que du taux de recouvrement définitif global atteint au 1er janvier 2025 au regard de l'ensemble des avances remboursables versées sur le territoire du Centre - Val de Loire depuis la mise en place effective de ce dispositif. Un état détaillé des entreprises défaillantes sur le territoire de l'intercommunalité contributrice ou de la Région Centre - Val de Loire pourra être communiqué sur simple demande.

La Région procèdera au cours du premier semestre 2025 au remboursement de la participation au bénéfice de l'intercommunalité contributrice. Le montant de ce versement est calculé par application du taux de recouvrement à la contribution visée à l'article 2.1. Pour ce faire, la Région établira un mandat du montant de la participation initiale sur la base de la présente convention et un titre de recette correspondant à la part prise en charge, par l'intercommunalité contributrice, des créances non recouvrées. Un état liquidatif sera joint à cet effet.

En cas de sous-réalisation du volume d'avances remboursables attribuées auprès des bénéficiaires issus du territoire de l'intercommunalité contributrice par rapport au montant de sa participation au fonds Renaissance :

- le remboursement prévu au précédent alinéa sera calculé par application du taux de recouvrement au montant de la participation effectivement mobilisée pour l'attribution des avances remboursables, et non au montant total de la contribution visée à l'article 2.1.
- un remboursement anticipé de la part non-réalisée pourra intervenir après le premier comité de pilotage prévu à l'article 3.

Article 3 : SUIVI - COORDINATION

La Région et l'intercommunalité contributrice s'informent mutuellement et périodiquement de la mise en œuvre de cette convention. Elles veilleront conjointement à la bonne coordination et au suivi des aides octroyées.

L'intercommunalité contributrice s'engage à faire connaître le dispositif auprès des entreprises de son territoire et d'apporter l'expertise dont elle dispose pour l'instruction des dossiers.

L'intercommunalité contributrice est informée des demandes relatives à son territoire à travers leur examen dans le cadre des comités départementaux d'engagement, et participe à leur circuit de validation. Elle s'engage à désigner son représentant et à participer aux comités d'engagement.

L'intercommunalité contributrice est informée mensuellement et jusqu'à la fin de l'année 2020 par la Région :

- des dates des décisions de la Région relatives aux bénéficiaires immatriculés sur son territoire,
- des montants attribués et versés à ces mêmes bénéficiaires.

Un comité de pilotage global du fonds, associant l'ensemble des contributeurs sera organisé par la Région au plus tard le 31 mars 2021. Également au plus tard à cette date, un point d'étape bilatéral sera organisé par la Région avec l'intercommunalité contributrice pour faire état du niveau des engagements définitifs réalisés au bénéfice d'entreprises de son territoire, et convenir des suites à donner en cas de sous-réalisation par rapport au montant de la contribution versée par l'intercommunalité contributrice et visée à l'article 2. Ces modalités de pilotage seront reconduites annuellement jusqu'à la perte d'effet de la présente convention.

A partir de 2021, la Région informe tous les 6 mois l'intercommunalité contributrice :

- du montant total des remboursements d'avance recouvrés auprès de bénéficiaires de son territoire ;

- des retards de remboursement et défaillances de bénéficiaires.

Ce comité de pilotage statue à l'unanimité préalablement à toute décision d'abandon partiel ou total de créances de bénéficiaires du fonds Renaissance.

Article 4 : COMMUNICATION

Il sera fait mention de la mobilisation collective des partenaires sur l'ensemble de ses documents et publications officiels relatif au Fonds ainsi que dans toutes les opérations de communication ayant trait au Fonds

De manière spécifique, chaque bénéficiaire du dispositif sera informé lors de la notification de l'avance de l'identité des financeurs de cette dernière (EPCI/Région/Banque des Territoires).

Article 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prendra fin au remboursement effectif de la contribution de cette dernière et au plus tard le 30 juin 2025.

L'intercommunalité contributrice s'engage à signer la présente convention au plus tard le 15 juin 2020.

Article 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

En revanche, les Parties acceptent que les annexes puissent faire l'objet d'une mise à jour après simple information de la Région, apportant par cela la souplesse nécessaire à l'adaptation du dispositif (il sera indiqué : MAJ du et la date).

Article 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements par une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

Elle pourra avant son expiration être résiliée de plein droit par l'une des parties par notification écrite (LRAR) en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

La résiliation pourra entraîner le reversement anticipé ou partiel, des contributions versées à la Région tenant compte des avances remboursables versées aux entreprises selon sur les modalités de remboursement précisées à l'article 2.

Article 8 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le Tribunal administratif d'Orléans.

Article 9 - EXECUTION DE LA CONVENTION

Le Président du Conseil régional, le représentant légal de l'intercommunalité contributrice ainsi

que le Payeur régional sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à Orléans, en 2 exemplaires, le 27 mai 2020

Pour l'intercommunalité contributrice	Pour la Région
Le Président,	**Le Président,**
Jean-Luc BRAHITI	**François BONNEAU**

ANNEXE 1 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR EPCI
(données INSEE au 1ER janvier 2020)

Nom de l'EPCI	INSEE au 1er janvier 2020
18 - CHER	
CA Bourges Plus	102 355
CC Arnon Boischaut Cher	8 144
CC Berry-Loire-Vauvise	5 565
CC Berry Grand Sud	11 842
CC Coeur de Berry	6 965
CC Coeur de France	18 234
CC le Dunois	7 645
CC Fercher Pays Florentais	11 625
CC Pays Fort Sancerrois Val de Loire	18 665
CC Pays de Nérondes	4 916
CC Portes du Berry entre Loire et Val d'Aubois	9 785
CC Sauldre et Sologne	13 864
CC la Septaine	10 761
CC les Trois Provinces	5 214
CC Terres du Haut Berry	26 030
CC Vierzon-Sologne-Berry et Villages de la Forêt	40 002
28 – EURE ET LOIR	
CA Agglo du Pays de Dreux	115 181
CA Chartres Métropole	136 218
CC entre Beauce et Perche	21 250
CC du Bonnevalais	12 511
CC Coeur de Beauce	24 638
CC des Forêts du Perche	7 924
CC du Grand Châteaudun	40 804
CC du Perche	18 404
CC des Portes Euréliennes d'Ile de France	48 500
CC Terres de Perche	14 341
36 - INDRE	
CA Châteauroux Métropole	73 310
CC Brenne - Val de Creuse	18 080
CC Chabris - Pays de Bazelle	6 258
CC Champagne Boischauts	9 932
CC du Châtillonnais en Berry	5 967
CC de la Châtre et Sainte-Sévère	16 530
CC Coeur de Brenne	4 745
CC Ecueillé-Valençay	11 169
CC Eguzon - Argenton - Vallée de la Creuse	19 857
CC de la Marche Berrichonne	5 706
CC Marche Occitane - Val d'Anglin	6 767
CC du Pays d'Issoudun	20 090
CC de la Région de Levroux	6 368

CC du Val de Bouzanne	6 014
CC Val de l'Indre - Brenne	13 612
37 – INDRE ET LOIRE	
Tours Métropole Val de Loire	293 035
CC de Bléré Val de Cher	21 466
CC du Castelrenaudais	16 743
CC Chinon, Vienne et Loire	23 499
CC de Gâtine et Choisilles - Pays de Racan	21 493
CC Loches Sud Touraine	51 778
CC Touraine-Est Vallées	39 404
CC Touraine Ouest Val de Loire	33 450
CC Touraine Vallée de l'Indre	52 543
CC Touraine Val de Vienne	25 271
CC du Val d Amboise	27 829
41 – LOIR ET CHER	
CA de Blois "Agglopolys"	105 635
CA Territoires Vendômois	54 097
CC Beauce Val de Loire	19 880
CC Coeur de Sologne	10 590
CC des Collines du Perche	6 103
CC du Grand Chambord	20 695
CC du Romorantinais et du Monestois	33 538
CC de la Sologne des Etangs	8 696
CC de la Sologne des Rivières	10 821
CC du Perche et Haut Vendômois	9 202
CC Val-de-Cher-Controis	47 803
45 - LOIRET	
Orléans Métropole	286 257
CA Montargoise et Rives du Loing (AME)	61 807
CC de la Beauce Loirétaine	16 721
CC Berry Loire Puisaye	18 174
CC Canaux et Forêts en Gâtinais	27 729
CC de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne	20 328
CC des Loges	42 285
CC de la Forêt	16 740
CC Giennoises	24 812
CC de la Plaine du Nord Loiret	6 904
CC du Pithiverais	29 314
CC du Pithiverais-Gâtinais	26 136
CC des Portes de Sologne	15 458
CC des Quatre Vallées	17 331
CC des Terres du Val de Loire	48 444
CC du Val de Sully	24 776
	2 582 575

ANNEXE 2 – REGLEMENT DU FONDS REGIONAL RENAISSANCE

ANNEXE 2 – REGLEMENT AIDES EN FAVEUR DES TPE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
BERRY GRAND SUD

Cadre d'intervention de la communauté de communes Berry Grand Sud
Aide exceptionnelle pour les besoins en trésorerie
Règlement annexe au cadre de l'aide en faveur des TPE

Le dispositif '***Aide exceptionnelle pour les besoins en trésorerie'*** s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) N° 1407/2013 de la commission du 18/12/13 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides « de minimis ».

Il s'inscrit également dans le cadre des conventions pour la mise en œuvre d'un partenariat économique signée entre le Conseil Régional Centre Val de Loire et la communauté de communes Berry Grand Sud.

PREAMBULE : Objectifs poursuivis par la mise en place de ce dispositif

Le présent règlement a pour objectif de définir le régime d'aide exceptionnelle dans le cadre du COVID-19 qui peut être accordé par la communauté de communes Berry Grand Sud aux entreprises sur le territoire des 32 communes qui la composent.

L'objectif poursuivi par la mise en place de ce dispositif est de favoriser le maintien de l'activité sur le territoire en accompagnant les entreprises ayant subi un arrêté de fermeture administrative liée au COVID-19.

ARTICLE 1 : Durée de validité

Cette aide est ouverte du 1er juillet au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : Les bénéficiaires

Peuvent bénéficier de cette aide :

- les entreprises artisanales inscrites au Répertoire des Métiers et les entreprises de **commerce ou prestataires de services**, inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- ayant leur siège social sur le territoire de la Communauté de Communes Berry Grand Sud ;
- réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 1 M€ HT ;
- employant moins de 11 salariés ;
- à jour de leurs contributions fiscales et de leurs cotisations sociales ou bénéficiant d'un moratoire dans ces domaines ;
- ne faisant pas l'objet d'une procédure collective (sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation, y compris plan de continuation ou plan de sauvegarde),
- ayant subi une fermeture administrative liée au COVID-19 pour la totalité de son activité.

Les activités suivantes sont exclues de l'éligibilité du dispositif d'aide :

- Les commerces non sédentaires qui ne sont pas immatriculés ou n'exercent pas sur le territoire de la Communauté de Communes ;
- Les associations de tous secteurs d'activité (sport, culture, tourisme, environnement, éducation populaire, sanitaire et social…
- Les agences (immobilières, bancaires, assurance, courtage, intérimaires…) ;
- Les professions libérales ;
- Les pharmacies ;
- Les commerces saisonniers dont le siège social serait extérieur au territoire ;
- Les commerces de gros ;
- Propriétaires de sites touristiques, en statut privé,
- Les micro-entreprises.

L'aide doit être sollicitée par l'exploitant lui-même et non le propriétaire des murs, quelle que soit la forme juridique du propriétaire.

ARTICLE 3 : Les besoins éligibles

Sont éligibles les besoins en trésorerie, constituée pour assurer des dépenses essentielles au maintien et au redémarrage de l'activité (reconstitution d'un stock, approvisionnement de proximité en matière premières/consommables…).

ARTICLE 4 : Forme et montant de l'aide

L'aide prend la forme d'une subvention (arrondie à la dizaine d'euros inférieure).
Le taux maximal d'aide est fixé jusqu'à 80 % des besoins en trésorerie.
En aucun cas, l'aide ne pourra être inférieure à 500 € ni supérieure à 1 500 €.

ARTICLE 5 : Constitution et dépôt de la demande

La constitution du dossier se fera lors d'un RDV établi avec le service économique de la Communauté Berry Grand Sud.

Lors de ce RDV, les pièces suivantes devront être préparées :

- Un extrait Kbis ou avis SIRENE de moins de trois mois ;
- La carte d'identité du dirigeant ;
- Le bilan comptable de 2019 ou le projet 2019 ;
- D'une attestation du Trésor public et de l'URSSAF justifiant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations fiscales et sociales (jusqu'à fin 2019) ;
- Le relevé des comptes professionnels depuis décembre 2019 inclus ;
- Une attestation sur l'honneur que l'entreprise n'a effectué aucune activité pendant la fermeture administrative.
- Un relevé d'identité bancaire.

ARTICLE 6 : L'instruction de la demande par Berry Grand Sud

Après constitution du dossier :

- Les demandes d'aides seront instruites par les services puis soumises pour avis à la Commission développement économique ;
- Sur la base de l'avis de la commission économique, le bureau communautaire décide de l'octroi de l'aide.

Le dispositif '***Aide exceptionnelle pour les besoins en trésorerie',*** ne présente aucun caractère d'automaticité. Les demandes seront en outre examinées en fonction des crédits disponibles.

ARTICLE 7 : Le versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois dès acceptation.

Elle fera l'objet d'une **convention individuelle** passée entre la communauté de communes Berry Grand Sud et l'entreprise bénéficiaire de l'aide.